

PLACEMENT
Les cours des métaux précieux se replient après de nouveaux sommets. À lire sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/energie-et-ressources

BLOGUE
Les chiffres sur l'emploi aux États-Unis provoquent beaucoup de réactions. Lisez Richard Dufour sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/dufour

LA PRESSE AFFAIRES

ALUMINIUM
ALCOA REDRESSE
LA TÊTE
PAGE 5

RÉSULTATS
PRO DOC FORTIFIE LES
PROFITS DE JEAN COUTU
PAGE 9



 S&P TSX 13 272,30 -39,37 (-0,30%)	 S&P 500 1271,50 -2,35 (-0,18%)	 DOW JONES 11 674,76 -22,55 (-0,19%)	 PÉTROLE 88,03\$US -0,35\$US (-0,40%)	 DOLLAR 100,83 +0,52¢US
---	---	--	---	---

Jolie fin d'une année faste en emplois

RUDY LE COURS

Robert Bourassa aurait été ravi, lui qui avait promis 100 000 emplois pour se faire élire, en avril 1970, malgré l'incrédulité générale.

Il s'en est créé 101 800 au Québec l'an dernier, dont 24 700 en décembre, ce qui a fait reculer le taux de chômage de 7,9 % à 7,6 %.

Les données de décembre de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada indiquent que la création d'emplois a été robuste d'un océan à l'autre en 2010 avec 368 500 emplois. Il

précise Joëlle Noreau, économiste principale chez Desjardins. Cependant, elle ne constitue pas un record qui, lui, avait été atteint en juin 2007 à 6,8 %.

Le Québec compte maintenant 69 500 emplois de plus qu'avant la récession et 28 400 chômeurs de moins qu'il y a un an. Il s'agit du meilleur score canadien.

L'ensemble du pays a cependant récupéré tous les emplois perdus et compte 131 700 chômeurs de moins qu'en décembre 2009.

Seule ombre au tableau, Montréal n'a pas retrouvé sa vigueur d'antan. Son taux de chômage est repassé le mois

Le Québec compte maintenant 69 500 emplois de plus qu'avant la récession et 28 400 chômeurs de moins qu'il y a un an. Il s'agit du meilleur score canadien.

s'agit de la meilleure performance depuis 2002. Elle contraste avec la faible création de 1,1 million d'emplois aux États-Unis, pourtant 10 fois plus peuplés.

La barre des 100 000 emplois au Québec est difficile à franchir. Depuis 1976, elle ne l'a été qu'en 1983, 1985, 1998, 2002 et 2010. On ne s'attend pas à ce qu'elle soit dépassée cette année où l'économie, maintenant en expansion, croîtra plus lentement que l'an dernier.

« La marque de 7,6 % n'avait pas été atteinte depuis décembre 2008,

dernier au-dessus de celui de Toronto (8,5 % comparativement à 8,4 %).

Les 24 700 nouveaux emplois de décembre au Québec sont le solde de 39 300 emplois à temps plein de plus et de 11 400 emplois à temps partiel de moins. Il s'agit donc d'un chiffre solide.

L'embauche a été assurée en grande partie par le secteur privé, tant au Québec que dans le Canada dans son ensemble.

➤ Voir **EMPLOIS** en page 4

 LES FRAUDES AU RÉGIME D'ASSURANCE-EMPLOI ONT BONDÉ DE 74 % DEPUIS CINQ ANS AU CANADA
UN REPORTAGE DE VINCENT BROUSSEAU-POULIOT, EN PAGE 4

La flambée du coton fait des heureux à Témiscaming

HÉLÈNE BARIL

La hausse vertigineuse du prix du coton en 2010 n'a pas fait qu'augmenter le prix des chemises. Elle a aussi fait des heureux à Témiscaming, au Québec.

Le prix de la pâte à usage textile fabriquée par Tembec à son usine de Témiscaming s'est aussi envolé l'année dernière. C'est que les prix élevés du coton ont poussé les fabricants de vêtements à remettre au goût du jour la rayonne, fabriquée à partir de ce type de pâte.

Pour Tembec, qui sort d'une longue et douloureuse restructuration, ce nouvel engouement du marché pour un de ses produits est une bonne nouvelle. Et aussi un paradoxe. « Ça fait 25 ans que je suis chez Tembec et ça fait 25

ans qu'on essaie de sortir de ce secteur », soupire Michel Dumas, vice-président à la direction et chef des finances de l'entreprise.

L'embellie récente n'a pas changé la stratégie de l'entreprise, qui est de fabriquer des pâtes à usages plus spécialisés, qui se vendent à des prix plus élevés, assure-t-il.

La pâte à usage textile, aussi appelée pâte dissolvante, fait pour l'heure le bonheur des producteurs, parmi lesquels on retrouve aussi Fortress Paper, de la Colombie-Britannique, et l'américain Rayonier.

Mais ça pourrait bien ne pas durer, parce que le marché du coton est très volatil.

➤ Voir **COTON** en page 4

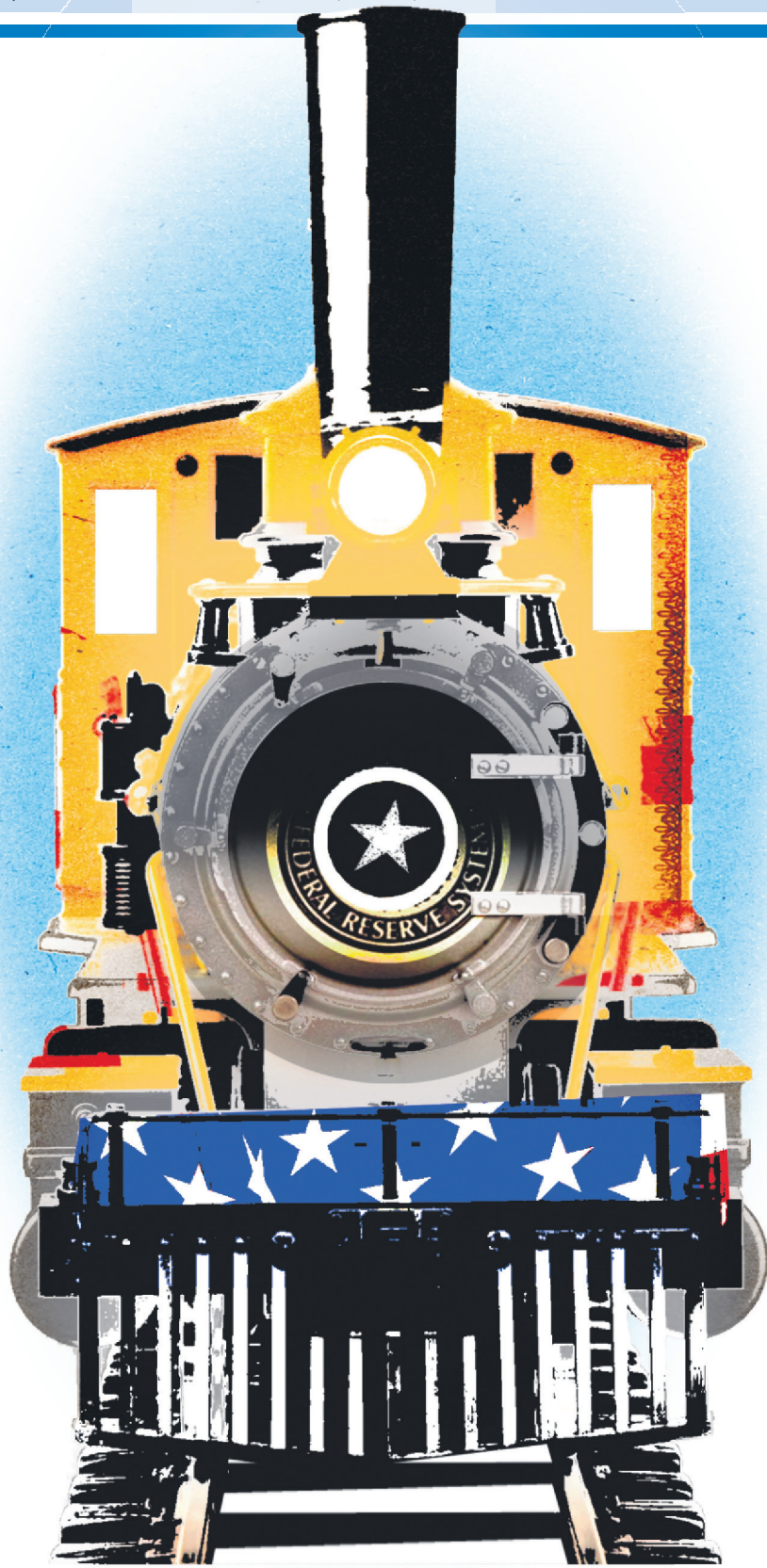


ILLUSTRATION PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

PORTEFEUILLE FICTIF

LA LOCOMOTIVE AMÉRICAINE EST DE RETOUR

Quatre stratégies réputés gèrent un portefeuille fictif de 50 000 \$ destinés à un REER. *La Presse Affaires* présente leurs bilans pour 2010 et leurs perspectives pour l'année 2011. Si plusieurs événements ont marqué les gestionnaires de portefeuille, « l'histoire de 2010 s'est fixée au quatrième trimestre, résume Vincent Delisle, stratège chez Scotia Capitaux. Les marchés ont commencé à faire fi de l'aversion au risque ».

UN DOSSIER DE RUDY LE COURS EN PAGES 2 ET 3



Ceci n'est pas une torture.

Troubles alimentaires?
On peut y voir, ensemble.

aneb

Anorexie et boulimie Québec

anebquebec.com

Avec la participation de

 **BANQUE NATIONALE**
GROUPE FINANCIER

LE PORTEFEUILLE FICTIF

LA LOCOMOTIVE AMÉRICAINE EST DE RETOUR



Au début de chaque trimestre, *La Presse Affaires* demande à quatre stratégies d'exposer leur répartition d'actifs d'une mise de 50 000 \$ destinée à un REER. Ils font ici le point sur 2010 et son dernier trimestre plein d'heureuses surprises. Ils nous donnent leurs perspectives pour 2011, nous précisent ce qu'ils voient pour l'avenir immédiat et ajustent leur portefeuille en conséquence.



RUDY LE COURS

Si on doit chercher l'événement à incidence financière marquant de 2010 pour les gestionnaires de portefeuille, la liste pourrait être longue: crise de la dette souveraine, inquiétudes en provenance de la Corée du Nord ou de l'Iran, craintes d'une rechute en récession de l'économie américaine, guerre des taux de change.

Il en est un cependant qui les éclipse tous. C'est la combinaison de la réactivation de la planche à billets par la Réserve fédérale américaine et du nouveau stimulus fiscal obtenu à l'arraché par le président Barack Obama.

«L'histoire de 2010 s'est fixée au quatrième trimestre, résume Vincent Delisle, stratège chez Scotia Capitaux. Les marchés ont commencé à faire fi de l'aversion au risque.»

C'est ce qui aura permis aux places boursières nord-américaines de réussir une jolie reprise du père Noël, malgré un troisième trimestre qui avait offert les gains les plus solides de l'année.

Au final, 2010 aura permis de dégager des rendements appréciables, à défaut d'exceptionnels, peu importe qu'on ait opté pour une répartition marquée par la prudence avec, par exemple, 45 % des billes placées dans les revenus fixes, comme l'ont fait Stéphane Marion, économiste en chef et stratège à la Banque Nationale, et François Bourdon, vice-président et chef adjoint des placements chez Fiera Sceptre, ou qu'on ait opté pour l'audace, comme l'a préféré Luc Girard, directeur, groupe-conseils en portefeuille chez Valeurs mobilières Desjardins. Il a déployé progressivement jusqu'à 80 % de son portefeuille sur les marchés boursiers, ce qui représente une nette surpondération

qui s'est révélée payante en deuxième moitié d'année.

«On s'attendait à une correction sur le marché obligataire et elle commence, explique-t-il. Les gens s'étaient réfugiés sur le marché obligataire. En 18 mois, ils ont transféré 500 milliards dans ce marché. Un jour, ils vont revenir sur le marché boursier.»

Lorsque MM. Bourdon et Marion ont calibré leur portefeuille le 1^{er} octobre, ils ne pouvaient prévoir l'ampleur du stimulus fiscal. La diminution de deux points de pourcentage des contributions à la sécurité sociale n'était pas dans les cartes. D'aucuns estiment qu'elle est susceptible de générer à elle seule jusqu'à trois quarts de point de pourcentage de croissance. Ils ont donc privilégié la sauvegarde de l'épargne confiée.

«En 2010, on était moins en actions et on a conservé une position en encaisse, mais on a obtenu un résultat similaire aux autres avec moins de risque», soutient le premier.

Le second a choisi de se protéger en misant davantage sur le marché obligataire. Cette décision aura coûté quelques dollars en rendement puisque c'est le seul véhicule qui aura reculé en fin d'année. «L'incertitude économique et politique du deuxième semestre est en grande partie levée. La table est mise pour une meilleure reprise aux États-Unis. Il n'y aura pas de rechute», conclut-il cependant.

Le retour de la locomotive américaine

La disparition de plusieurs vents mauvais au sud de la frontière ranime l'optimisme des investisseurs et réveille leur appétit pour le risque.

Voilà pourquoi MM. Bourdon et Marion choisissent d'alourdir quelque peu le poids des actions dans leur portefeuille.

«Les Bourses n'ont pas augmenté plus vite que les profits l'an dernier, note M. Marion. La décision de la Fed (de rani-

mer la planche à billets) va inciter les gens à prendre plus de risques.»

Il se rallie donc à l'idée exprimée par M. Girard selon qui l'argent placé dans le marché obligataire sera progressivement recyclé dans l'achat d'actions.

ne croit pas que le ralentissement chinois surviendra en 2011, estime-t-il. La Chine et l'Inde restent les grands moteurs de la croissance.»

Un brin à contre-courant, M. Delisle choisit d'augmenter quelque peu (trois points) le poids de ses revenus fixes, tout

«Les États-Unis redevenant cette année une locomotive mondiale, renchérit François Bourdon. Nous avons fait passer notre prévision de croissance de 1,5 % à 3,0 %. Le marché boursier américain devient plus attrayant.»

Il place néanmoins plus

Le Canada va profiter de l'entrée de l'économie américaine en phase d'expansion, de la confiance grandissante des ménages et des directeurs d'achats dans les entreprises américaines.

Ce dernier ne modifie aucunement sa répartition, compte tenu de sa déjà très grande surpondération en actions.

Celle de M. Marion est de quatre points plus élevée en actions par rapport à son portefeuille de référence. Les émergentes sont toutefois sous-pondérées de deux points alors que les trois autres catégories augmentent de deux points chacune.

Si la reprise se confirme, comme M. Bourdon en est persuadé désormais, alors les actions canadiennes offriront les meilleures perspectives de rendement, même si l'économie américaine devient plus performante. Quand on répartit ses billes sur la planète, alors la prise en compte du risque de change s'impose.

La gestion des variations de change

Voilà pourquoi il choisit de déplacer sur les marchés émergents, d'où il était absent, l'argent qu'il retire des véhicules à revenus fixes. «Les pays émergents profitent de la détente quantitative américaine, explique-t-il. Leurs devises devraient s'apprécier.»

Il demeure néanmoins celui qui aborde avec le plus de prudence ce véhicule.

À l'opposé, M. Girard y conserve 15 % de sa mise. «On

en haussant légèrement sa mise en actions américaines.

«L'appétit pour le risque n'est pas encore revenu, explique-t-il. Pour que cela arrive, il faudra que le marché obligataire se fasse laver. Je surveille de très, très près le moment où les flux d'investissement vont se renverser vers les fonds d'actions. Ce sera en 2011, si l'emploi s'améliore.»

En 2011, soit, mais sans doute pas au premier trimestre, estime-t-il, car la montée des taux obligataires (qui se traduit en pertes pour l'investisseur) sera lente en début d'année. «Je pense que le premier trimestre sera difficile sur le marché boursier. Il a déjà donné beaucoup en seconde moitié de 2010.»

La résilience canadienne

M. Marion mise quant à lui sur le potentiel de la Bourse canadienne qui profitera encore cette année de la cherté des matières premières en général et de l'énergie en particulier, compte tenu de la forte demande des économies émergentes.

En outre, le Canada va profiter de l'entrée de l'économie américaine en phase d'expansion, de la confiance grandissante des ménages et des directeurs d'achats dans les entreprises américaines.

Des risques nombreux

Des perspectives non assorties de risques manquant de sérieux. En voici plusieurs qui pourraient ébranler l'optimisme modéré qui a cours, croit M. Girard: rechute de l'immobilier américain; création d'emplois anémique aux États-Unis; ralentissement trop prononcé de la Chine; augmentation avancée des taux directeurs des banques centrales; poussée des prix du pétrole; craintes renouvelées de l'insolvabilité de la dette souveraine de certains pays.

Cela n'ébranle aucunement sa confiance. «La Fed est toujours prête à agir alors que le bilan des sociétés est solide: 7 % de leurs avoirs sont en encaisse. Le risque va être récompensé.»

LE PORTEFEUILLE FICTIF

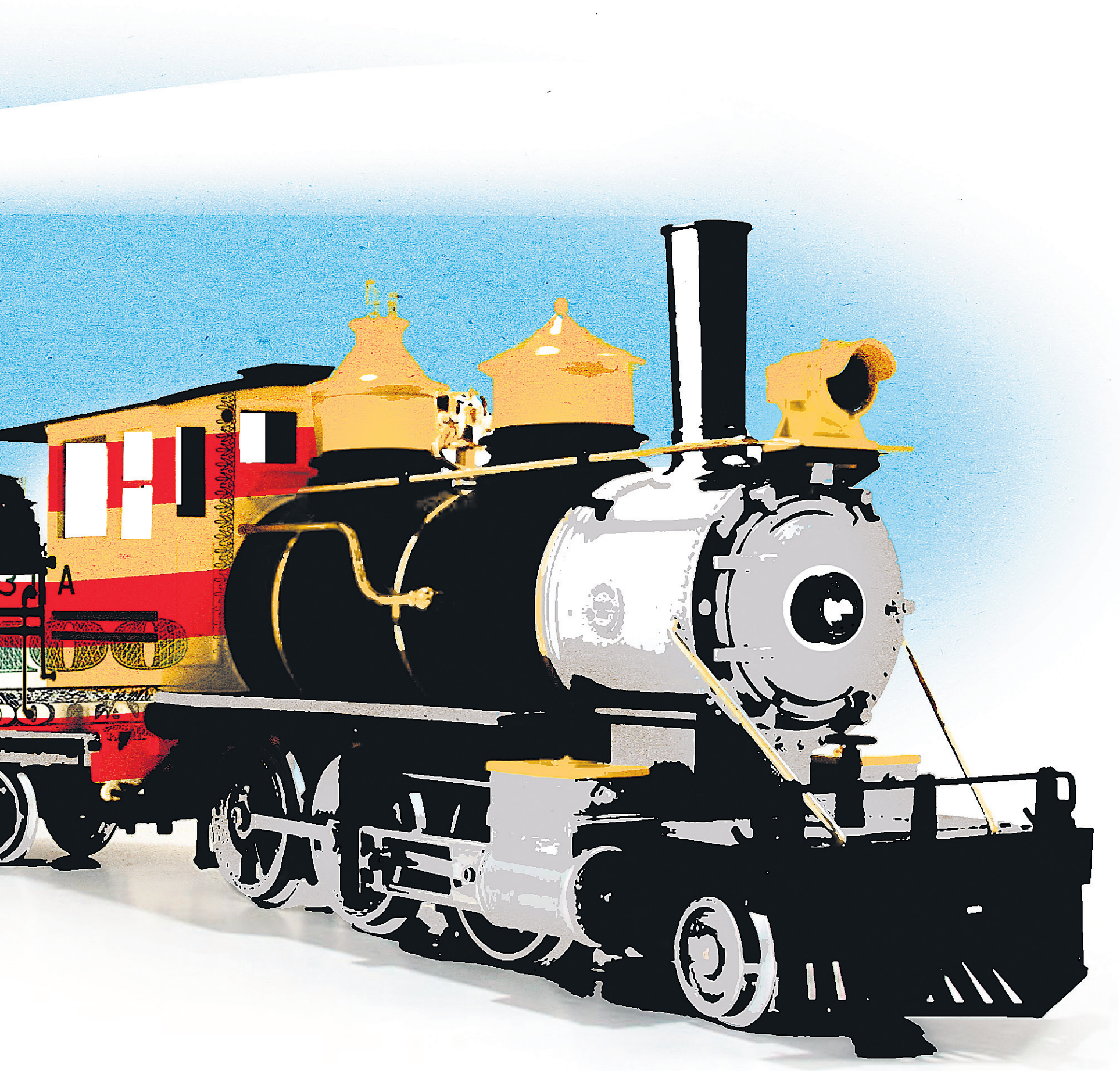


ILLUSTRATION PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

				
FRANÇOIS BOURDON Vice-président et chef adjoint des placements FIERA SCEPTRE	VINCENT DELISLE Stratège SCOTIA CAPITAUX	LUC GIRARD Directeur, groupe conseils en portefeuille VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS	STÉFANE MARION Économiste en chef et stratège BANQUE NATIONALE	
Au 1 ^{er} janvier 2010	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
Rendement au 31 mars 2010	1,48 %	1,29 %	1,47 %	1,43 %
Valeur au 31 mars	50 738,00 \$	50 646,00 \$	50 736,00 \$	50 714,00 \$
Rendement au 2 ^e trimestre	-2,27 %	-2,76 %	-3,39 %	-3,27 %
Valeur au 30 juin 2010	49 586,44 \$	49 249,6 \$	49 013,77 \$	49 057,82 \$
Rendement au 3 ^e trimestre	6,26 %	6,94 %	8,28 %	7,19 %
Valeur au 30 septembre	52 692 \$	52 665 \$	53 071 \$	52 588 \$
Rendement au 4 ^e trimestre	3,97 %	4,24 %	5,55 %	3,89 %
Rendement 2010	9,57 %	9,79 %	12,03 %	9,27 %
Valeur au 31 décembre 2010	54 783,09 \$	54 896,65 \$	56 016,89 \$	54 635,36 \$
Répartition au 1 ^{er} janvier 2011				
Encaisse	5 %	7 %	0 %	6 %
Obligations	35 %	35 %	20 %	35 %
Actions canadiennes	25 %	23 %	35 %	32 %
Actions américaines	20 %	23 %	20 %	12 %
Actions EAEO	10 %	5 %	10 %	7 %
Actions marchés émergents	5 %	7 %	15 %	8 %
TOTAL du portefeuille	100 %	100 %	100 %	100 %
PERFORMANCE INDICIELLE DU 4 ^E TRIMESTRE				
Bons du Trésor	0,224			
Obligations (DEX Univers)	-0,712			
Actions canadiennes (S&P/TSX)	9,45			
Actions américaines (S&P 500)*	7,28			
Europe Asie Extrême-Orient (MCSI)*	3,307			
Marchés émergents (MCSI)*	3,994			

*En dollars canadiens

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 10 JANVIER

Permis de bâtir	nov.: 0,7 % oct.: -6,5 %
Velan	BPA 3T: 22 ¢
Alcoa	BPA 4T: 18 ¢US
Acuity Brands	BPA 1T: 57 ¢US

JEUDI 13 JANVIER

Balance commerciale (Can.)	nov.: -2,1G\$ oct.: -1,7G\$
Ind. prix à la prod. (É.-U.)	déc.: 0,8 % nov.: 0,8 %
Cogeco Cable	BPA 1T: 63 ¢
Shaw Communications	BPA 1T: 35 ¢

Source: Bloomberg

MARDI 11 JANVIER

Mises en chantier	déc.: 180,0K nov.: 187,2K
Commerce de gros	nov.: 0,9 % oct.: 1,9 %
Corus	BPA 1T: 57 ¢
SYNNEX	BPA 4T: 97 ¢US

VENDREDI 14 JANVIER

Indice des prix à la consommation (É.-U.)	déc.: 0,4 % nov.: 0,1 %
Ventes au détail (É.-U.)	déc.: 0,7 % nov.: 1,2 %
JP Morgan Chase&Co	BPA 4T: 99 ¢US
Webster Financial	BPA 4T: 20 ¢US

MERCREDI 12 JANVIER

Prix des logements neufs	nov.: 0,1 % oct.: 0,1 %
Prix des importations (É.-U.)	déc.: 1,2 % nov.: 1,3 %
Exfo	BPA 1T: 1 ¢

LUNDI 17 JANVIER

Marchés fermés aux États-Unis (Jour de Martin Luther King)
--

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

			6				
					9	1	
9		2				7	
				7			
	3		8	1			2
	7					3	1
7		9		5		4	3
1		5			4		2
				8			

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	3	6	2	7	5	1	9	4
4	1	2	9	8	6	5	3	7
9	5	7	1	4	3	6	8	2
2	7	3	5	9	1	4	6	8
5	4	1	3	6	8	2	7	9
6	9	8	4	2	7	3	1	5
1	8	5	7	3	2	9	4	6
3	6	4	8	5	9	7	2	1
7	2	9	6	1	4	8	5	3

Par Fabien Savary

1872

Hausse de 74 % des fraudes chez les chômeurs en cinq ans

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le gouvernement fédéral épingle de plus en plus de fraudeurs au chômage.

Depuis cinq ans, la valeur des fraudes au régime d'assurance-emploi récupérée par le gouvernement fédéral a augmenté de 74 %, passant de 68,5 millions de dollars en 2004-2005 à 119,1 millions de dollars en 2009-2010. La valeur des fraudes a atteint un sommet de 140,7 millions de dollars au cours de l'année financière 2007-2008, a appris *La Presse Affaires* en vertu des documents obtenus

grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

Malgré cette hausse des fraudes chez les chômeurs au cours des dernières années, le phénomène reste marginal: la valeur des fraudes ne correspond qu'à 0,54 % de l'ensemble des 21,9 milliards de dollars distribués en prestations d'assurance-emploi aux Canadiens en 2009-2010.

La fraude est un phénomène encore plus marginal chez les bénéficiaires du Régime de pensions du Canada et du Programme de la sécurité de la vieillesse, deux autres régimes administrés par le gouvernement fédéral. Selon les documents obtenus par *La Presse*

Affaires, le fédéral a récupéré 1,2 million de dollars en fraudes sur des bénéfices totaux de 65 milliards de dollars versés en vertu de ces deux programmes en 2009-2010. Il s'agit d'un taux de fraude équivalant à 1,8 millième de pour cent (0,0018 %).

La ministre fédérale responsable de l'assurance-emploi, Diane Finley, n'était pas en mesure hier de commenter les données obtenues par *La Presse Affaires*. Le Parti libéral du Canada et le Bloc québécois ont aussi préféré attendre avant de les commenter.

En 2009-2010, le gouvernement fédéral a récupéré un total de 602,7 millions de

dollars des chômeurs partout au pays. Les sommes payées en trop aux bénéficiaires ont totalisé 202,3 millions de dollars, incluant la somme de 119,1 millions pour les fraudes orchestrées par des prestataires d'assurance-emploi. Le gouvernement a aussi récupéré 48 millions de dollars en pénalités administratives. Finalement, 352,4 millions de dollars ont été récupérés grâce à ses mécanismes de prévention et des amendes imposées par les tribunaux en 2009-2010.

Selon les dernières données de Statistique Canada rendues publiques hier, le Canada compte 1,4 million de

chômeurs sur une population active de 18,7 millions de personnes. Le Québec compte 325 400 chômeurs sur une population active de 4,3 millions de personnes. Le taux de chômage est de 7,6 % au Québec, soit le même taux que dans l'ensemble du pays.

La répartition géographique du chômage au pays a toutefois considérablement changé au cours des dernières années. En 2006, la région de Montréal a perdu le triste titre de ville abritant le plus de chômeurs au pays aux mains de Toronto. En 2005, Montréal comptait 293 031 chômeurs comparativement à 284 549 chômeurs dans la région de Toronto. En 2009, Toronto comptait 420 667 chômeurs comparativement à 275 646 chômeurs à Montréal. La région de Toronto est toutefois plus peuplée avec 5,6 millions de personnes comparativement à 3,8 millions de personnes dans la région de Montréal.

– Avec la collaboration de William Leclerc

La flambée du coton fait des heureux à Témiscaming

COTON

suite de la page 1

« Il suffit d'une bonne récolte de coton, cette année, et les prix vont tomber », explique Michel Dumas.

Les prix élevés de ce type de pâte attirent aussi d'autres producteurs, ce qui fera augmenter l'offre et baisser les prix. Fortress Paper vient de racheter l'usine abandonnée par Papiers Fraser, à Thurso, dans l'Outaouais québécois, avec l'intention de produire de la pâte qui sert à faire de la rayonne.

Tembec, de son côté, n'est pas considérée comme un grand producteur de pâte à usage textile. L'entreprise en produit 300 000 tonnes à ses usines de Témiscaming, au Québec, et de Tartas, en France. C'est le quart de sa production totale de pâtes, qui est de 1,1 million de tonnes, mais ça représente près de 40 % de ses revenus, à cause des prix élevés.

Un marché ressuscité

Les prix du coton, un produit de base qui s'achète et se vend sur les marchés boursiers, ont plus que doublé en 2010, en raison de la conjonction de mauvaises récoltes et d'une augmentation de la demande.

Le 21 décembre dernier, le prix du coton a même atteint un sommet depuis la création de ce marché à New York, en 1870.

Après avoir espéré que cette flambée serait temporaire, les fabricants de vêtements du monde entier se sont mis à utiliser d'autres fibres moins coûteuses, dont la rayonne. Inventée dans les années 30, la rayonne a connu ses heures de gloire dans les années 80 avant de passer de mode.

« Le marché (de la pâte à usage textile) a baissé pendant 20 ans », rappelle le vice-président de Tembec. L'entreprise, qui a déjà produit 4 millions de tonnes par année de pâte dissolvante, a réduit graduellement sa production à un peu plus d'un million de tonnes annuellement.

Le marché de la rayonne a commencé à se redresser un peu bien avant que les prix du coton flambent, avec l'utilisation grandissante de cette fibre dans les vêtements de sport et d'autres tissus dits respirants.

Le mouvement s'est accéléré au cours de la dernière année, et Tembec a pu obtenir 200 % de plus la tonne pour sa pâte dissolvante, ce qui signifie des revenus supplémentaires de 60 millions.

Indirectement, la hausse du prix du coton a donc contribué au profit de 55 millions affiché par Tembec en 2010, alors que l'année 2009 s'était soldée par une perte de 214 millions.

L'action de Tembec a aussi repris du poil de la bête. Le titre est passé dans l'année d'un creux de 1,03 \$ à un sommet de 4,78 \$. Hier, l'action de Tembec a fini la journée à 4,65 \$, en hausse de 21 cents.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DE DÉCEMBRE À DÉCEMBRE

Enquête sur la population active (désaisonnalisées)

	CANADA (en milliers)	Variation (en milliers)	QUÉBEC (en milliers)	Variation (en milliers)	ONTARIO (en milliers)	Variation (en milliers)
2000	14 916,1	—	3 419,6	—	5 904,3	—
2001	14 969,8	53,7	3 462,2	42,6	5 933,7	29,4
2002	15 550,7	580,9	3 625,0	162,8	6 143,5	209,8
2003	15 826,1	275,4	3 641,1	16,1	6 273,2	129,7
2004	16 045,4	219,3	3 687,8	46,7	6 343,9	70,7
2005	16 302,6	257,2	3 751,9	64,1	6 434,0	90,1
2006	16 652,0	349,4	3 791,1	39,2	6 551,3	117,3
2007	17 006,9	354,9	3 880,7	89,6	6 632,9	81,6
2008	17 070,4	63,5	3 876,3	-4,4	6 648,2	15,3
2009	16 881,4	-189,0	3 858,4	-17,9	6 527,4	-120,8
2010	17 249,9	368,5	3 960,2	101,8	6 712,9	185,5

Sources: Statistique Canada, EPA et Desjardins, Études économiques

Jolie fin d'une année faste en emplois

EMPLOIS

suite de la page 1

Les bonds dans la fabrication, le transport et l'entreposage observés au Québec et en Ontario ont fait sourciller certains économistes qui soupçonnent l'accident d'échantillonnage de l'EPA.

D'autres y voient plutôt la reprise de la production au lieu du déstockage noté en septembre et octobre. « Cela coïncide avec une amélioration de l'économie américaine observée à la fin de 2010, font remarquer Yanick Desnoyers et Matthieu Arseneau, de la Banque Nationale. L'économie canadienne semble appelée à profiter d'une croissance plus équilibrée et d'une amélioration sur le front des exportations dans les mois à venir. »

Cela serait bienvenu, car la demande intérieure ne sera pas aussi vigoureuse. La nouvelle année marque le début de l'austérité fiscale et sans

doute aussi d'un ralentissement dans la construction résidentielle dans plusieurs provinces.

En 2010, le nombre d'emplois a progressé de 3,1 % dans le secteur privé et de 4,2 % dans le secteur public, un rythme incompatible avec la volonté des gouvernements de retrouver l'équilibre budgétaire. Le nombre de travailleurs indépendants a quant à lui diminué de 109 000, ce qui est un autre signe d'assainissement du marché du travail.

D'un océan à l'autre, l'augmentation du nombre d'emplois a excédé de quelque 130 000 la croissance de la population active, c'est-à-dire celle qui détient ou cherche un emploi. La baisse du taux de chômage de huit dixièmes de point durant l'année est donc signe de santé.

Aux États-Unis

On ne peut en dire autant du côté des États-Unis, où le taux de chômage est pourtant passé de 9,8 % à 9,4 %, de novembre à décembre. « Au moins 260 000 personnes ont déserté les rangs de la population active en décembre, déplore Alistair Bentley, économiste chez TD. Depuis mai, on compte 860 000 demandeurs d'emploi en moins. »

Au net, il y a eu 103 000 embauches seulement le mois dernier, toutes dans le secteur privé. Les États et les municipalités ont continué de sabrer leurs effectifs. Mince conso-

lation, le Bureau of Labour Statistics a révisé légèrement à la hausse les embauches privées de novembre et d'octobre.

Les États-Unis comptent désormais 14,45 millions de demandeurs d'emploi, dont 6,44 millions sont en chômage depuis au moins 27 semaines. Ces chiffres excluent les personnes qui ont abandonné la recherche active d'un gagne-pain.

Le taux d'activité, c'est-à-dire la proportion des gens de 16 ans et plus qui détient ou cherche activement un emploi, s'élève à 64,3 %. Le taux d'emploi atteint seulement 58,3 %.

Au Canada, les chiffres sont respectivement de 66,9 % et 61,8 %. Au Québec, de 65,4 % et 60,5 %.

Précision importante, l'entrée dans la population active se fait à partir de l'âge de 15 ans plutôt que 16 au Canada.

Avec la méthodologie américaine, on mesure encore mieux l'état de santé du marché du travail canadien. Notre taux de chômage glisse alors à 6,6 %, tandis que le taux d'emploi grimpe à 62,5 %.

**AFFAIRES**
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
ENTREPRISE manufacturière de plaquettes de frein au Québec, produit certifié avec capacité de production grand volume, cherche partenaire stratégique. Distributeur de pièces automobiles pour le marché local, nord-américain ou autre. Info: **Bernard Bousseau** 514-723-8078 ou 514 998-5437

Partez en affaire avec l'unité mobile Qualinet, une franchise en nettoyage hebdomadaire écologique, info Mme Pearson 1-888-715-9911

714 FRANCHISES
La référence au Québec
Québec Franchise
Internet
www.quebec-franchise.qc.ca

715 FINANCEMENT
1-877-346-2620 www.securfinance.com
Sécur Finance – Prêts hypothécaires: résidentiels, locatifs, commerciaux & semi-comm., construction. info@securfinance.com

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

ACE MORTGAGE CORP PRÊTEUR DIRECT
Taux compétitifs- Engagement immédiat
Depuis 1959 **514-731-8585**
Agent bienvenu et protégé

PRÉCISION

DÉFICITS
Dans notre article « Moins de syndicats, moins de déficits? » publié hier, nous écrivions que le gouvernement emprunte chaque année 67 milliards de dollars pour renflouer le passif des régimes de retraite. En fait, le passif de ces régimes s'élevait à 67 milliards au 31 mars 2010.

**CYBERPRESSE.CA**

EMPLOIS
Voir aussi la chronique vidéo
Une année de forte création d'emplois, à:
lapresseaffaires.com

Alcoa redresse la tête

Des résultats encourageants attendus lundi

HÉLÈNE BARIL

Après Alcan, c'est au tour d'Alcoa de manifester des signes de guérison en remettant en marche des usines immobilisées pendant la crise qui a frappé l'industrie de l'aluminium en 2009.

Alcoa, qui lance lundi à la fermeture des marchés la ronde des résultats annuels, devrait afficher des profits solides, estiment les analystes.

La performance d'Alcoa est un bon indicateur de l'état général de l'économie parce que l'aluminium est utilisé par une grande variété d'industries. Elle est donc suivie de près par le marché.

«Nous nous attendons à un

profit de 19 cents l'action au quatrième trimestre, alors que le consensus du marché est de 18 cents l'action», avance l'analyste de Valeurs mobilières Desjardins, John Redstone.

Le profit attendu de 19 cents l'action serait un bond important comparativement au bénéfice de 9 cents l'action du trimestre précédent et à la perte de 28 cents du trimestre comparable en 2009.

Pour l'année complète, Alcoa ne réussira pas à battre les attentes de l'analyste de Desjardins, qui tablait sur un profit par action de 59 cents. Le bénéfice devrait plutôt être de 51 cents l'action, selon lui, parce que le prix de l'alu-

minium n'a pas augmenté aussi vite que celui des autres métaux en 2010.

Ça devrait changer en 2011, estime John Redstone. «Nous prévoyons que le marché de l'aluminium passera d'une situation de surplus à une situation de léger déficit en 2011, à mesure que la demande augmentera».

Le prix de l'aluminium devrait donc suivre et augmenter jusqu'à 1,40 \$US la livre, comparativement au prix moyen de 1\$ la livre en 2010.

Le prix de l'aluminium a augmenté de 11 % en 2010, surtout vers la fin de l'année, ce qui est de bon augure bien pour 2011.

Jours meilleurs

L'autre important producteur d'aluminium, Rio Tinto Alcan, a remis la machine en marche en prévision de cette amélioration des conditions de marché. Ses projets d'expansion au Saguenay et en Colombie-Britannique viennent d'être réactivés, après avoir été mis en veilleuse au début de 2009.

Alcoa aussi se prépare pour des jours meilleurs. Hier, l'entreprise a annoncé la remise en marche de trois de ses usines américaines, ce qui augmentera sa production de 200 000 tonnes.

Les usines, dont une est située dans l'État de New York et deux dans l'État de Washington,

avaient cessé leurs activités quand le prix de l'aluminium s'est effondré à la fin de 2008.

Les activités d'Alcoa au Québec ont été épargnées pendant la crise. L'entreprise a choisi d'accélérer la modernisation de son usine de Baie-Comeau, ce qui s'est traduit par une diminution temporaire de sa production, et d'augmenter la productivité de ses deux autres usines, à Deschambault et à Bécancour.

Le titre d'Alcoa a fini la journée à 16,42\$ à la Bourse de New York, en hausse de 6 cents. Depuis un an, l'action a varié entre 9,81\$ et 17,60\$.

Le prix cible de l'analyste de Desjardins est de 26,40\$.

SERVICE À LA CLIENTÈLE

Bombardier met les bouchées doubles

MARIE TISON

L'heure est grave. Sur le grand tableau projeté sur un mur du Centre de réponse à la clientèle de Bombardier Avions d'affaires à Montréal, un voyant rouge brille obstinément à côté du numéro d'immatriculation d'un Global Express. Depuis plus de 24 heures, l'appareil est immobilisé au sol au Connecticut en raison d'une panne. Or, le propriétaire doit s'envoler dans deux jours pour une tournée commerciale cruciale en Asie.

Le problème est délicat: il faut remplacer une pièce qui n'est plus manufacturée. Chez Bombardier, des équipes travaillent sur deux différentes pistes de solution.

Comme les autres manufacturiers d'avions d'affaires, Bombardier prend le service à la clientèle très au sérieux. C'est un facteur qui peut aider une entreprise à vendre des appareils additionnels, mais qui peut aussi aliéner un client à jamais.

Palmarès

Bombardier a une raison de plus de s'attaquer à cette question: dans les palmarès sur le service à la clientèle que publient chaque année deux magazines spécialisés, *Aviation International News (AIN)* et *Professional Pilot*, le manufacturier canadien fait piètre figure. Bombardier s'est notamment retrouvé au dernier rang du palmarès établi en 2010 par *Professional Pilot* à partir d'un sondage envoyé à des milliers de pilotes et de responsables des flottes d'entreprises, derrière



James Hoblyn, président de la division des services à la clientèle de Bombardier Aéronautique.

Cessna, Gulfstream, Hawker Beechcraft et Dassault.

Le président de la division des services à la clientèle de Bombardier Aéronautique, James Hoblyn, note que l'entreprise occupait la première position de ce palmarès en 1999. Mais elle a amorcé une longue descente aux enfers au début des années 2000, alors qu'une crise sans précédent frappait toute l'industrie aéronautique.

«Nous avons perdu la balle des yeux, déplore M. Hoblyn. Nous nous sommes concentrés sur la situation financière de l'entreprise, nous avons accordé moins d'attention au service.»

Bombardier a cherché à redresser la situation dès 2004.

«Nous avons fait du progrès

ces dernières années, mais ça prend du temps, changer les perceptions», commente Gary Martin, vice-président des programmes de ventes, de marketing et de service chez Bombardier Aéronautique.

Bombardier a quand même progressé quelque peu dans le palmarès d'AIN de 2010, qui établit une distinction entre les différentes familles d'appareils des manufacturiers. La famille Learjet de Bombardier s'est ainsi hissée au quatrième rang, mais la famille Challenger s'est retrouvée au septième rang et la famille Global a fermé la marche au dixième rang.

M. Hoblyn explique que le Global Express, un appareil luxueux qui s'attaquait à un

marché dominé jusque-là par Gulfstream, a eu une entrée en service difficile à la fin des années 90 et au début des années 2000.

«C'était un excellent produit, mais il avait des problèmes de fiabilité, indique-t-il. Aujourd'hui, le Global est aussi fiable que la concurrence, mais les clients se rappellent des débuts.»

Professional Pilot et *AIN* devraient réaliser de nouveaux sondages en avril prochain pour préparer les palmarès 2011. Bombardier n'a donc que quelques mois pour commencer à modifier les perceptions.

«Nous faisons les bons gestes, mais nous voulons aller plus vite, accélérer notre

plan», lance M. Martin.

Bombardier a ainsi mis en place un programme pour remplacer 1000 pièces dans des appareils Global vieillissants et travaille déjà sur une deuxième mouture du programme. Le manufacturier a également entrepris d'augmenter de 12 % son stock de pièces dans le monde, soit un investissement de 180 millions US. L'entreprise va aussi ouvrir de nouveaux bureaux de soutien régionaux, notamment au Brésil et à Hong-Kong.

«Nous avons des avions dans 130 pays, note M. Hoblyn. C'est un énorme défi.»

Pendant la conversation, le voyant du Global Express du Connecticut passe du rouge au jaune.

«Ça signifie que nous avons une solution, il s'agit de la mettre en chemin, s'exclame Ray Godon. Je suis content, cela nous donnait du fil à retordre depuis hier.»

La solution? Un appareil de Flexjet, filiale de Bombardier, décollera de Californie, passera à Dallas prendre une pièce tirée d'un autre Global Express et la transportera au Connecticut où elle sera installée sur l'appareil du client.

Les équipes de Bombardier n'ont cependant pas le temps de souffler trop longtemps. Un nouveau voyant rouge vient de s'allumer: un Challenger 300 est immobilisé à Munich en raison d'un problème avec son système de dégivrage. L'heure est grave.

BOMBARDIER

Mesa annule une commande pour 10 CRJ

MARIE TISON

Le carnet de commandes de Bombardier Aéronautique s'amincira quelque peu.

Bombardier a accepté que Mesa Air Group annule une commande pour 10 biréacteurs régionaux CRJ700 qui découlait d'un contrat conclu en 2001. Il ne s'agit toutefois pas d'une grande surprise pour les analystes: Mesa Air Group, transporteur régional américain, s'est placé sous la protection du chapitre 11 de la

loi américaine sur les faillites en janvier 2010 et bien peu s'attendaient à ce que le transporteur prenne livraison des 10 appareils en question.

Bombardier avait inscrit une créance de 310,8 millions de dollars US pour refléter la valeur de cette commande en suspens. En vertu d'une entente conclue avec Mesa, le manufacturier réduira cette créance à 75 millions US, selon les documents déposés en cour par Mesa. Il faudra toutefois que le tribunal enté-

rîne cette entente pour qu'elle devienne réalité. Une audience à cet effet devrait avoir lieu le 14 janvier prochain.

Carnet de commandes

Entre 2001 et 2010, Mesa a acquis 20 appareils CRJ700 et 38 appareils CRJ900. Le contrat de 2001 prévoyait la livraison de 10 appareils CRJ700 additionnels. Au 31 octobre dernier, cette commande faisait encore partie du carnet de Bombardier Aéronautique. Avec sa disparition, le car-

net de Bombardier pour des biréacteurs CRJ700, des appareils d'environ 70 places, sera sérieusement réduit. Il restera moins d'une vingtaine d'appareils destinés à American Eagle et Felix Airways, ainsi que les quatre appareils commandés cette semaine par SkyWest, un transporteur régional basé en Utah.

Au 31 octobre, le carnet de commandes de Bombardier comprenait également 25 biréacteurs CRJ900, des appareils qui peuvent compter

jusqu'à 86 places. Toutefois, certaines de ces commandes sont également problématiques: Air Tatarstan a commandé six de ces appareils et en a reçu deux, mais le transporteur russe n'est pas sur le point de prendre livraison des quatre derniers avions parce que les autorités russes ne se pressent pas pour certifier ce type d'appareils. De même, six appareils CRJ900 commandés par l'Irak sont dans les limbes en raison d'un conflit avec le Koweït. Bombardier n'a d'ailleurs pas commencé la construction de ces avions.

Le carnet de commandes du tout nouveau CRJ1000, un appareil d'une centaine de places, est plus solide avec près d'une cinquantaine de commandes.

La rémunération du PDG de Gildan bondit de 1,7 à 11,2 millions

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Le grand patron de Gildan (TSX: GIL), Glenn Chamandy, a touché le gros lot en 2009-2010: sa rémunération a totalisé 11,2 millions US, comparativement à 1,7 million US l'année précédente.

Au cours de l'exercice qui a pris fin le 3 octobre 2010, M. Chamandy a reçu un salaire de base de 752 371 \$US et une prime de rendement de 1,5

million US. Il a aussi eu droit à des actions d'une valeur de 4,42 millions US et à des options d'achat d'actions évaluées à 4,42 millions US.

«Importance extraordinaire»

Dans la circulaire destinée aux actionnaires en vue de l'assemblée annuelle de Gildan, qui aura lieu le 9 février, l'entreprise montréalaise explique que l'attribution «spéciale» d'actions et d'options vise à «reconnaître

l'importance extraordinaire de M. Chamandy pour le succès de la société».

On précise que depuis l'entrée en bourse de Gildan, en juin 1998, la valeur de l'entreprise est passée de 102,3 millions à 3,5 milliards et que le rendement de son actif net a été «constamment égal ou supérieur au 75^e percentile» des compagnies du même secteur.

Gildan ajoute que de 1998 à 2010, la rémunération en

espèces de Glenn Chamandy, en incluant les gains réalisés sur les actions et les options, a totalisé 24 millions US, soit 0,7% de l'augmentation de la valeur boursière de l'entreprise pendant la période.

Sans oublier que le salaire de base de M. Chamandy, 752 371 \$US, se situe «sous la médiane des sociétés comprises dans les groupes de référence», insiste Gildan.

Pour corriger la situation, le conseil d'administration de

l'entreprise vient de décréter qu'à compter de 2012, la prime maximale du PDG pourra équivaloir à 300 % de son salaire de base, contre 200 % actuellement.

Au cours de l'exercice qui a pris fin le 3 octobre, les ventes de Gildan ont crû de 26 % pour atteindre 1,31 milliard US, alors que son bénéfice par action a progressé de 104 %.

L'action de Gildan a clôturé à 27,99\$ vendredi, en baisse de 0,8 %, à la Bourse de Toronto.

LA PRESSE AFFAIRES

BAFFINLAND

Bataille pour le fer du Nord

HUGO FONTAINE

C'est l'un des gisements de fer non développés les plus prometteurs sur la planète. Il se cache au nord de l'île de Baffin, dans l'archipel arctique canadien. Un obstacle géographique qui n'empêche pas ArcelorMittal et une firme d'investissement privé de se battre depuis le début de l'automne pour prendre le contrôle de la société Baffinland Iron Mines et de son projet Mary River, et de son milliard de tonnes de fer.

Les dernières offres des deux belligérants expirent lundi à minuit. Rappel des enjeux et des événements, qui illustrent bien les tendances actuelles du secteur minier mondial.

La proie et le butin

Baffinland Iron Mines Corporation est une société junior établie à Toronto qui se consacre à la mise en valeur de la propriété de Mary River. Cette propriété se trouve au nord de l'île de Baffin, à 1000 kilomètres au nord-ouest d'Iqaluit, capitale du Nunavut. Baffinland y développe un projet de mine qui pourrait générer 18 millions de tonnes de fer par année. Il s'agit donc d'un projet d'une envergure semblable aux installations d'ArcelorMittal à Fermont ou d'IOC (Rio Tinto), à Labrador City. Baffinland estime actuellement les ressources à un milliard de tonnes, à une teneur d'environ 65 %. Cela signifie que le minerai n'aurait pas à être concentré avant d'être expédié.

Avant la bataille pour la prise de contrôle, Baffinland tentait d'obtenir pas moins de 4,1 milliards de dollars pour financer son projet, qui nécessite 125 kilomètres de rail et des infrastructures portuaires. La mise en production serait possible au plus tôt en 2016 dans ce désert nordique.



Baffinland Iron Mines Corporation, de Toronto, développe, à sa propriété de Mary River, au nord de l'île de Baffin, un projet de mine qui pourrait générer 18 millions de tonnes de fer par année.

L'action de Baffinland (BIM sur le TSX) était à 56 cents avant le début de la bataille.

L'agresseur

Nunavut Iron Ore Acquisition (NIOA) est une filiale d'Iron Ore Holdings, société américaine mise en place exclusivement pour l'acquisition de Baffinland Iron Mines. Elle est propriété de Bruce Walter, Jowdat Waheed et du Energy & Minerals Group, une firme d'investissement privé qui fournit la majorité du financement pour l'opération. Jowdat Waheed est un ancien consultant de Baffinland. Bruce Walter a passé toute sa carrière à négocier des fusions et acquisitions, notamment dans le secteur minier. NIOA veut développer le projet en plusieurs phases. Une première petite opération pourrait ainsi naître d'ici deux ans et générer un peu

d'argent, a affirmé M. Walter dans une entrevue à Reuters.

Le chevalier blanc

Le plus important producteur d'acier au monde cherche à augmenter sa propre production de fer pour diminuer sa vulnérabilité aux variations du prix du fer. La production de fer est largement contrôlée par trois grands acteurs globaux: Vale, Rio Tinto et BHP Billiton. Le plan d'ArcelorMittal, du Luxembourg, est de faire passer sa production de fer de 50 à 100 millions de tonnes d'ici 2015. Même s'il pourra difficilement être lancé avant 2016, le projet de Mary River, sur lequel Arcelor veut gagner le total contrôle, cadrerait dans la vision du sidérurgiste.

Le trouble-fête, peut-être

L'ancien président et chef de la direction de Baffinland,

Gordon McCreary, a quitté le navire l'automne dernier et est parti lui-même à la recherche d'acquéreurs. Les Chinois seraient très intéressés, a-t-il affirmé au *Financial Post* à la mi-décembre. Mais depuis, plus rien.

La bataille

> **22 septembre** : après avoir accumulé des actions de Baffinland pendant un mois, Nunavut Iron Ore Acquisition (NIOA) lance une offre d'achat hostile à 80 cents l'action, pour une valorisation de 274,3 millions. C'est une prime de 42,9 % par rapport au cours de l'action de la journée précédente.

> **8 novembre** : ArcelorMittal propose une prise de contrôle amicale pour environ 433 millions, soit 1,10 \$ l'action. Le plus important action-

naire de Baffinland, Resource Capital Funds, convient de céder sa participation de 23 % dans la société. L'ancien PDG de Baffinland, Gordon McCreary, démissionne du conseil d'administration.

> **14 décembre** : Gordon McCreary affirme qu'une grande entreprise d'État chinoise s'intéresse à Baffinland.

> **15 décembre** : NIOA augmente son offre à 1,35 \$ l'action, mais ne veut plus acheter que 50,1 % des titres en circulation.

> **19 décembre** : ArcelorMittal bonifie son offre à 1,25 \$ l'action pour la totalité des titres. L'offre vaut 492 millions.

> **20 décembre** : pour la deuxième fois en un mois et demi, NIOA conteste devant la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) la validité d'un plan de protection des actionnaires (dragée toxique) adopté par Baffinland.

> **22 décembre** : Baffinland abandonne la deuxième dragée toxique.

> **29 décembre** : NIOA augmente son offre à 1,40 \$ l'action pour 60 % du total de la société, incluant sa propre part d'environ 10 %.

> **3 janvier** : Nunavut Iron Ore bonifie son offre à 1,45 \$ l'action.

> **4 janvier** : ArcelorMittal décide de ne pas surpasser la somme offerte par Baffinland. La société luxembourgeoise croit néanmoins avoir la meilleure offre.

> **10 janvier** : les offres des deux belligérants expirent à minuit. Un acteur doit rallier la majorité des actionnaires pour remporter la mise. Tout porte à croire que NIOA devra toutefois prolonger son offre pour apporter des amendements requis par la CVMO.

Employeurs, à vos résolutions!

Alors que 2011 commence, les résolutions sont à l'ordre du jour. Quelques idées pour les employeurs qui désirent s'améliorer cette année.

IRIS GAGNON-PARADIS
COLLABORATION SPÉCIALE

Équité salariale: respecter la loi!

Le 31 décembre 2010 était la date limite fixée par le gouvernement pour respecter la Loi sur l'équité salariale. Une date butoir non négociable, rappelle la présidente de la Commission sur l'équité salariale (CES), l'avocate Louise Marchand. «Les employeurs qui n'ont pas fait leur exercice s'exposent à des pénalités financières extrêmement lourdes. C'est très sérieux», avertit-elle.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, une employée qui constate que son employeur n'a pas réalisé son exercice sur l'équité salariale peut désormais porter plainte à la CES. En plus de

devoir payer rétroactivement et avec intérêts des ajustements salariaux, l'employeur s'expose à une indemnité additionnelle (un pourcentage de la dette déterminé par le ministère du Revenu). L'employeur pourra aussi faire l'objet de poursuites. Les amendes prévues peuvent aller jusqu'à 45 000\$.

Vous vous mordez les doigts? Le plus tôt sera le mieux... Le site de la CES offre plusieurs outils en ligne pour vous aider à faire votre exercice.

Faire place à la génération Y

Les départs à la retraite et le déclin démographique font en sorte que la génération Y prendra de plus en plus de place sur le marché du travail. Se donner les outils pour intégrer cette nouvelle génération à son entre-

prise ne peut qu'être profitable, croit Jean-François Rougès, consultant pour le Groupe-Forest qui s'intéresse de près aux Y.

«Un succès durable repose sur l'engagement des employés, avance-t-il. Mais les leviers de motivation des jeunes et des boomers sont très différents. Les jeunes se désengagent très vite si le contexte de travail ne fait pas leur affaire.»

Une bonne résolution: les écouter! «Allez leur demander, écoutez leurs besoins, leurs idées sur l'environnement et l'organisation du travail. Amenez-les à percevoir que l'organisation et leur job sont un outil de leur épanouissement personnel», conseille-t-il.

Innover du côté des ressources humaines

Les ressources humaines (RH) peuvent être un levier important en matière de rétention d'employés. Pourquoi ne pas innover en RH, à l'image

de Martin Joyal, propriétaire de l'entreprise montréalaise RapidSnack, spécialisée en création de barre de céréales? «Ma PME s'est dotée d'un plan d'action très structuré qui permet d'améliorer la rétention des employés», affirme-t-il.

La dernière idée de M. Joyal a de quoi faire rêver: il a engagé un *dream manager*! Son but: aider ses employés à réaliser leurs rêves. «Le *dream manager* rencontre chacun des quelque 60 employés et a pour mandat de leur demander quel est leur rêve, que ce soit au bureau ou dans leur vie personnelle, et de les aider à le réaliser.»

Pour l'entrepreneur, c'est une résolution qui porte ses fruits: «Une entreprise doit faire de l'argent et grandir, oui, mais elle ne peut le faire si les gens qui la composent ne grandissent pas.»

Encourager l'intégration des nouveaux arrivants

À Montréal, le taux de chô-

mage est beaucoup plus élevé chez les immigrants que chez les personnes nées au Canada (12,6 % comparativement à 6,8 %). Un problème que la stratégie gouvernementale Défi Montréal s'exerce à résoudre en encourageant les projets qui facilitent l'intégration des nouveaux arrivants sur le marché du travail.

En décembre dernier, le Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal, a lancé dans le cadre de Défi Montréal son projet Femmes immigrantes au travail, qui permettra entre autres de sensibiliser ces dernières aux valeurs éducatives des CPE québécois, au cadre législatif et à l'importance de la francisation.

Un volet est aussi prévu pour les gestionnaires afin d'identifier les freins qui peuvent exister à l'embauche de nouvelles arrivantes. Une résolution pleine de bon sens, croit la coordonnatrice du projet, Marie-France Lemieux: «C'est une richesse pour nous et ces femmes amènent des connaissances et expériences différentes, en plus de représenter la réalité montréalaise!»

Quelques vérités méconnues sur les études doctorales

RUDY LE COURS

La majorité des détenteurs de doctorat qui s'exilent aux États-Unis après l'obtention de leur diplôme prévoient revenir travailler au Canada. Deux ans après leur collation de grade, un sur quatre est déjà de retour.

L'analyse *Espérances et résultats sur le marché du travail des titulaires de doctorat des universités canadiennes* de Louise Desjardins et Darren King, de Statistique Canada, fait aussi ressortir que ce n'est pas le salaire qui attire avant tout ces cerveaux de l'autre côté de la frontière. C'est plutôt la perspective d'y réaliser des études postdoctorales dans des centres de recherche mieux équipés.

Cinq ans après leurs doctes études, la totalité des diplômés en génie s'attendent à être de retour au Canada. Toutes disciplines confondues, la moyenne dépasse les 80 %.

En comparant ces informations à celles d'une autre enquête, les auteurs ont pu résoudre une vieille énigme statistique: pourquoi l'écart de revenus entre les détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat est si faible, après deux ans, alors que l'effort consenti par l'individu et l'État pour former le second est bien plus grand? «On s'est rendu compte que les gens qui font un postdoctorat gagnent en moyenne 18 000\$ de moins que ceux qui retournent directement sur le marché du travail» (54 000\$ comparativement à 72 000\$), précise en entrevue M^{me} Desjardins. Le revenu médian des deux catégories de diplômés se situe pourtant à 65 000\$.

Or, l'attrait d'études ou de stages postdoctoraux est grand. Environ deux diplômés sur cinq y aspirent. Ils sont surtout concentrés en sciences de la vie où l'écart de revenu est très élevé,

en informatique, en mathématiques et en sciences physiques. Ils choisissent un exil en Californie, au Massachusetts ou dans l'État de New York.

Sans trop vouloir s'avancer, M^{me} Desjardins évoque la possibilité que l'écart de revenu entre maîtrise et doctorat se creuse à mesure que leurs détenteurs cheminent dans leur vie professionnelle.

Les travaux des auteurs sont basés sur les 42 000 nouveaux détenteurs de doctorats canadiens de 2005, interrogés en 2007. (Les données jusqu'en 2008 indiquent que le nombre de diplômés décernés est toujours à la hausse, mais la proportion de docteurs – toutes disciplines confondues – reste inférieure à 1 % de la population active.)

Les auteurs montrent que les disciplines choisies par les doctorants varient selon le sexe et le pays d'origine.

Les femmes sont de plus en plus nombreuses dans cet aréopage savant: 46 % en 2005, comparativement à 35 % en 1995. Elles optent surtout pour la psychologie, les sciences sociales, l'enseignement, les sciences de la santé et les sciences humaines.

En revanche, on compte beaucoup plus d'hommes en génie, en informatique, en mathématique et en sciences physiques.

Près de la moitié des doctorats décernés en 2005 sont allés à des gens dont l'anglais est la langue maternelle, un sur cinq à des francophones. Le troisième groupe linguistique appartient aux langues chinoises avec 8 % des diplômés.

Les allophones sont concentrés dans des disciplines précises: «Près des deux tiers des diplômés de génie et près de quatre diplômés sur dix en informatique, mathématiques et sciences physiques avaient une

langue non officielle comme langue maternelle», écrivent les auteurs. La grande majorité d'entre eux étaient naturalisés ou immigrants reçus en 2007.

Les auteurs font aussi ressortir que bon nombre de ces grands diplômés sont considérés comme surqualifiés, la surqualification étant «la sous-utilisation du capital humain par l'économie». Ils détiennent un emploi pour lequel leur niveau d'instruction n'était pas requis. C'est particulièrement vrai en génie et en éducation, où la proportion atteint 40 %.

L'étude révèle enfin que 7 % des diplômés de 2005 chômaient en 2007. Le taux grimpe à 8 % en génie et à 16 % pour les docteurs en sciences humaines. Il n'était en revanche que de 3 % chez les spécialistes en éducation, une sphère où on recherche généralement un doctorat alors qu'on occupe déjà un emploi.

Oasis vante ses racines québécoises

ISABELLE MASSÉ
MARKETING-
PUBLICITÉ

A. Lassonde remet la destinée de ses jus Oasis entre les mains d’un humoriste. Depuis le 31 décembre, précisément depuis la diffusion du *Bye Bye 2010*, François Morency vante le goût du jus d’orange et la fabrication du produit emballé ici. Jusqu’à la fin de mars, on le verra dans trois messages télé de 30 secondes aux concepts chapeautés par le slogan « Ça met de bonne humeur ».

« On voulait rappeler aux gens qu’Oasis est une marque d’ici, indique Nathalie Nasser, vice-présidente du marketing de A. Lassonde. Une des pubs joue clairement sur le fait que ça vient de Rougemont. »

Pour justifier cette approche, Jean-François Giguère, vice-président, planification et développement, de l’agence de publicité Draftfcb, cite notamment un article du magazine *L’actualité* d’avril 2010: « Un sondage mené par Tracking Industry en avril 2009 pour Metro révèle que 72 % de la population estime important



PHOTO FOURNIE PAR DRAFTFCB

François Morency vante le goût du jus d’orange Oasis et la fabrication du produit emballé ici. Jusqu’à la fin de mars, on le verra dans trois messages télé de 30 secondes aux concepts chapeautés par le slogan « Ça met de bonne humeur ».

que les chaînes d’alimentation favorisent les produits du Québec. Et de 2004 à 2009, les aliments désignés comme provenant du Québec, avec le logo Aliments du Québec, ont vu leurs parts de marché croître de 2,8 %.

« Des groupes de discussion nous ont aussi confirmé que les gens sont prêts à donner une chance supplémentaire aux produits d’ici s’ils sont d’égale qualité, ajoute-t-il. Par ailleurs, la concurrence est contrôlée par Pepsi et Coca-

Cola avec leur Tropicana et Simply Orange. La notion de la fibre québécoise s’est aussi imposée pour cette raison. » Pour transmettre le message, l’humour est évidemment au rendez-vous. L’absurdité aussi, telle que prodiguée

par François Morency depuis des années sur scène et sur les ondes de sa quotidienne Midi Morency, à CKOI-FM. « Après le message avec les oranges de 2009, on souhaitait quelque chose de différent, explique Nathalie Nasser. L’humour est très apprécié des Québécois et François Morency a une image qui nous plaît beaucoup. Il est comique, *clean* et son humour rejoint tout le monde. »

« François Morency paraît bien, s’entraîne et ne se prend pas trop au sérieux, ajoute Jean-François Giguère. On est dans le domaine du plaisir. »

A. Lassonde a fait un investissement « significatif » pour sa campagne 2011. Oasis commande aussi l’émission *Midi Morency*. Et sous peu, la marque fera une offensive sur Facebook.

En novembre dernier, Industries Lassonde déclarait des ventes de 136,7 millions de dollars pour le troisième trimestre de son exercice 2010, en hausse de 7,2 % par rapport à la même période l’année précédente. Pour les neuf premiers mois de l’année financière, les ventes nettes ont été de 395,6 millions, en hausse de 2,8 %.

Le chien de garde des faillites avertit les Canadiens

SUNNY FREEMAN
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L’organisme de réglementation des faillites au Canada a fait hier un avertissement spécial aux Canadiens relativement à leurs habitudes d’emprunt, ajoutant sa voix à celles des responsables et économistes inquiets des sommets d’endettement des consommateurs.

Il est important, pour les Canadiens, d’être sensibilisés aux risques et des possibles conséquences du surendettement, a averti le surintendant des faillites, James Callon.

« Des événements importants comme un changement dans l’emploi ou le revenu, un changement dans la situation de famille ou une grave maladie peuvent drainer considérablement leurs finances », a aussi noté M. Callon. « Or, une personne surendettée déstabilisée par un événement grave peut se retrouver rapidement aux prises avec les dures réalités de l’insolvabilité. »

M. Callon a expliqué que le nombre de faillites déclarées dans la période de 12 mois prenant fin en octobre était de 22,5 % plus élevé qu’à la période précédant la récession de 2007-2008.

L’ampleur de l’endettement des Canadiens a atteint un sommet sans précédent, propulsé en partie par l’impact de coûts d’emprunt historiquement bas au cours de l’année.

Le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, avait fait part de son inquiétude quant à l’endettement des consommateurs et à la capacité des emprunteurs de rembourser leurs prêts une fois que les taux d’intérêt auront recommencé à grimper.

La banque centrale affirme que les Canadiens sont désormais aux prises avec le plus haut niveau d’endettement de l’histoire du pays. Les dernières données signalent que le ratio de la dette des ménages au revenu disponible a atteint 147 %.

Un récent rapport de la Banque TD indique qu’un ménage canadien sur dix est à risque de n’être plus en mesure d’effectuer ses paiements lorsque les taux d’intérêt seront haussés.

Toutefois, sur une note plus réjouissante, le nombre de faillites déclarées au cours du mois d’octobre, bien qu’il soit plus élevé de 0,2 % que le total de septembre, était tout de même plus bas de 9,1 % que celui octobre 2009, alors que le pays était au plus fort de la récession.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

Avis de qualité

Ministère du Revenu

Successions non réclamées

Le ministre du Revenu du Québec fait connaître, par la publication de cet avis, qu’il a maintenant la responsabilité de liquider des successions ou d’administrer des biens qui n’ont pas été réclamés, pour les personnes mentionnées ci-dessous.

Vous souhaitez obtenir de l’information, faire une réclamation ou avoir accès à l’ensemble des biens non réclamés? Consultez le registre des biens non réclamés dans le site Internet de Revenu Québec, à l’adresse www.revenu.gouv.qc.ca, ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés, à 1 866 840-6939. Si vous croyez être l’héritier d’une succession ou avoir le droit de réclamer un bien, la procédure à suivre pour faire votre réclamation ainsi que les honoraires qui s’appliquent vous seront expliqués. Ces honoraires seront déduits du montant que vous réclamez. Lors de votre démarche, vous devrez prouver hors de tout doute que vous êtes bien le propriétaire, l’héritier ou l’ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez. Notez que le règlement d’une succession exige des délais qui varient selon la complexité du cas et qui peuvent s’échelonner sur plusieurs mois.

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d’héritier* (personne ou entreprise dont l’activité consiste à trouver les personnes qui ont droit à un héritage). Sachez que ces personnes peuvent exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois payer avant même d’accéder aux renseignements préliminaires concernant l’héritage. Notez que le ministre du Revenu du Québec n’est aucunement responsable des frais que vous pourriez engager auprès d’un *chercheur d’héritier*.

Selon l’article 794 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1 du présent avis. Sur demande écrite d’une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l’appui), une copie de l’inventaire pourra lui être transmise.

Le ministre du Revenu du Québec remettra les biens administrés aux propriétaires et aux ayants droit qui se manifestent dans les délais prescrits. Pour réclamer une succession, tout héritier ou ayant droit dispose, en principe, d’un délai de dix ans, à compter de la date d’ouverture de la succession. Pour tout autre bien, le délai de réclamation est illimité, sauf dans le cas des sommes dont le montant est inférieur à 500 \$. Pour ces dernières, le droit de réclamation est limité à dix ans, à compter de leur remise au ministre des Finances.

Le ministre du Revenu du Québec agit conformément aux dispositions de l’article 32 de la Loi sur le curateur public et de l’article 699 du Code civil du Québec.

Note: Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils ont été transmis par les différents détenteurs au moment de la remise des biens ou des produits au ministre du Revenu du Québec.

1. Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès			
ARMSTRONG, Sylvain	190, rue Notre-Dame Nord, Louiseville	2009-02-01	LAROSE, Pierre-Yves	135, rue de Lavolette, appartement 102, bromont	2010-05-22
ASSAAD MARKOS, Oncy	5551, boulevard Arthur-Sauvé, appartement 211, Laval	2010-07-07	LAUZON, Sylvère	353, rue Querbes, appartement 217, Vaudreuil-Dorion	2010-06-15
BARNES, Bernard	2605, boulevard des Trinitaires, appartement 36, Montréal	2010-02-18	LAVALLÉE, Fernand	980, rang Nord, appartement 11, Sorel-Tracy	2008-09-15
BÉDARD, Michel	2079, boulevard du Curé-Labelle, Saint-Jérôme	2010-07-26	LAVOIE, Jacques	192, rue des Ursulines, appartement 3, Gaspé	2008-09-24
BÉLIVEAU (BÉLIVEAU), Jean-Claude	1289, 16 ^e Rue, Laval	2010-03-11	LEBLANC, René	830, rue Beaulac, Berthierville	2010-07-22
BELZILE, Yannick	603, boulevard Perrot, L’Île-Perrot	2010-02-21	LETARTE, Jocelyn	3271, rue Beaubien Est, Montréal	2010-03-27
BIGAUQUETTE, Éric	15, rue Guinois, Châteauguay	2009-06-08	MAILHOT, Jean Guy	595, boulevard Sabourin, Val-d’Or	2010-09-19
BOUCHAR, Pierre	5794, rue Eadie, appartement A, Montréal	2008-06-08	MARCIL, Germaine	3555, rue Jean-Brillant, appartement 1, Montréal	2010-01-27
BOUCHER, Françoise	1255, rue Bousquet, Laval	2010-08-18	MARTIN, Alfred	230, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu	2005-08-10
BOUDREAU, Jean-Eudes	19079, boulevard Henri-Bourassa, appartement 503, Québec	2010-03-31	MARTIN, Gilles	382, boulevard Ivan-Pavlov, Laval	2010-07-10
BOUX, Pierre	1505, rue Principale Sud, Waterville	2010-06-24	MAUREL, Paul	1331, rue Cartier, Longueuil	2009-01-12
BRÛLÉ, Léonard	285, rue Beauvilliers, Saint-Gabriel	2004-12-23	MC CABE, André	2185, boulevard de l’Ange-Gardien Nord, appartement 217, L’Assomption	2010-04-03
CADIEUX, Mireille	2177, rue Logan, appartement 114, Montréal	2009-05-14	MOORE, Yvan	3498, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2009-07-16
CADIEUX, Pierre	209, rue Saint-Roch, Saint-Constant	2010-04-17	MOUSSA, Sébastien	48, rue Georges-Bilodeau, appartement 7, Gatineau	2008-08-22
CADIEUX, Richard	200, boulevard Sainte-Rose, appartement 25, Laval	2009-09-17	NADEAU, Ginette	1014, montée Sainte-Thérèse, Prévost	2010-05-21
CHABOT, Madelaine (Madelaine)	832, chemin des Iris, Lac-Étchemin	2008-11-18	O’DONOUGHUE, Philippe	1035, rue Jean-Talon Ouest, appartement 12, Montréal	2009-06-02
CHARBONNEAU, François	393, rue Moreau, Saint-Eustache	2010-06-03	PAQUIN, Marcel	7892, avenue Auguste-Piccard, Montréal	2010-04-26
CHARLAND, Ginette	896, route 141, Coaticook	2010-05-22	PERREAULT, Ginette	10669, rue Séguin, Montréal	2010-09-08
CHASLES, Pierre	140, avenue Hochar, Saint-Sauveur	2010-04-09	POTHIER, Marc	18, rue Demers, appartement 11, Québec	2010-06-19
CHAUUMONT, Roland	722, rue du Colombier, Montréal	2010-02-07	RHÉAUME (BILODEAU), Claudette	668, rue Sébastien, Québec	2009-12-24
CHOINIÈRE, Micheline	1029, rue du Sud, appartement 4, Cowansville	2009-03-24	RICHER, Robert	1517, rue du Sud, Cowansville	2010-04-13
CHOUINARD, Abel	358, rue Marie-de-l’Incarnation, appartement 3, Québec	2010-07-31	ROCHFERT, Yolande	234, avenue d’Albigny, Sainte-Thérèse	2010-07-19
DAIGNEAULT, Mariette	2460, rue Nantel, appartement 3, Brossard	2009-03-26	ROUSSEL, Charles-Omer	49, rue Bussièrès, appartement 5, Verchères	2009-03-10
DALLAIRE, Raphaël	1020, rue du Cabestan, Québec	2010-06-15	SOVIC, Anton	650, place d’Accueil, Lachine	2009-01-15
DE LAFONTAINE, André	6, rue Yvan-Ménard, appartement 206, Saint-Rémi	2010-08-02	STE-CROIX, Adrien	1227, rue Front, appartement 1, Longueuil	2010-05-13
DESCHAMBAULT, André	103, rue de l’Assomption, appartement 13, Granby	2010-01-16	TAWADROS, Yousséf	350, rue Prince-Arthur Ouest, appartement 311, Montréal	2002-09-06
DESIARDINS, Donald	15, 65 ^e Avenue, Saint-Hippolyte	2010-08-21	TURMEL, Clarence	1651, route 133 Sud, Saint-Joseph-de-Beauce	2010-01-01
DESRUISSEAU, Steve	4781, rue des Joyaux, Terrebonne	2010-06-16	TURPIN, Carole	300, place De Courville, appartement 104, L’Assomption	2010-02-05
DODIER, Jacques	3625, boulevard Frontenac Est, Thetford Mines	2009-04-13	VALLÉE, Vassily	125, rue Victoria, Victoriaville	2010-03-28
DROLET, Jean Guy	3054, avenue Notre-Dame, Québec	2010-02-28	VERDON, Gilberte	318, boulevard Samson, appartement 6, Laval	2010-07-06
DUBÉ, Bernard	1506, Grande Allée, appartement 3, Terrebonne	2010-05-24			
DUCAS, Rosaire	10 A, rue de l’Église, appartement 103, Saint-Marc-du-Lac-Long	2010-07-01			
DUFRESNE, Jean-Pierre	5959, avenue de Monkland, appartement 802, Montréal	2010-07-11			
DURAND, Sylvain	1781, rue Le Royer, Laval	2010-03-01			
DUSABLON, Henri	120, rue de la Fabrique, appartement 3, Sainte-Anne-de-la-Pérade	2010-08-29			
DUSCHENE, Maude	11965, avenue Monty, appartement 5, Montréal-Nord	2010-03-05			
EMOND, Francine	953, chemin Cléo-Fournier, La Pêche	2010-06-10			
FENECH, Yannick	3847, rue Loiselle, Saint-Hubert	2009-09-02			
FINLEY, Jean-Guy	1069, chemin Principal, appartement 202, Saint-Joseph-du-Lac	2010-03-31			
FORGET, Mario	96, rue Chartrand, Saint-Eustache	2010-01-11			
FOSTER, Armande	87, rue Lessard, Chute-aux-Outardes	2010-07-06			
FRÉCHETTE (PAQUIN), Lise	106, rue Soucy, Delson	2010-04-14			
GAGNÉ, Léo	5152, 12 ^e Avenue, appartement 104, Montréal	2010-04-23			
GAUTHIER, André	3789, rue De Montcalm, Jonquière	2010-08-14			
GENDREAU, Georges	400, rue Notre-Dame, appartement 245, Repentigny	2009-11-24			
GENDRON, Richard	1675, rue Bédard, Laval	2010-05-14			
GEOFFREY, Real	3940, rue Guy, Terrebonne	2009-11-07			
GIRARD, Raymond	42, rue Sainte-Ursule, appartement 106, Amqui	2010-06-11			
GIROUX, Réal	1052, rue Blondin, appartement 2, Saint-Jérôme	2010-05-07			
GIUNCHI, Aldo	6709, rue Louis-Hémon, Montréal	2010-05-29			
GOBEL, Mariette	10472, avenue D’Autueil, Montréal	2010-08-15			
GODIN, Marc	570, rue Michel-Lemay, appartement 201, Trois-Rivières	2009-01-28			
GORDON, Ney Kingsley J.	80, rue Maple, Hudson	2010-05-23			
GOYER, Jean Emile	99, rue Filiatreault, appartement 6, Saint-Timothée	2009-09-06			
GRANT, Florence	949, rue de la Sainte-Famille, appartement 1, Sherbrooke	2010-03-17			
GUILLEMETTE, Gérard	7040, chemin Saint-Roch, Sorel-Tracy	2010-03-19			
HÉBERT, Philippe	1857, carré Royer, Saint-Césaire	2010-07-15			
LAFRENIÈRE, Ghislain	1151, rang Barthélemy, Saint-Léon-le-Grand	2007-11-29			
LAJEUNESSE, Gérard	9547, rue Foucher, Montréal	2009-09-07			
LALANCETTE, Nicole	420, rue Rabalais, Chicoutimi	2010-08-18			
LAMONTAGNE, Gaston	800, rue Blondin, appartement 208, Sainte-Adèle	2010-06-03			
LAPOINTE, Andrew	650, rue Jean-D’Estrées, appartement 1708, Montréal	2009-10-20			

</

Direction principale des biens non réclamés
500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 10.00
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone: 1 866 840-6939
www.revenu.gouv.qc.ca

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



FERMETURE 1 271,50
VAR. 1J -0,18 %
52 SEM. HAUT 1 278,17
1 SEM. +1,10 %
BAS 1 010,91

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1 J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	70 057,20	-521,63	-0,74
CAC 40 (France)	3 865,58	-38,84	-0,99
DAX (Allemagne)	6 947,84	-33,55	-0,48
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 643,04	-10,39	-0,39
FTSE 100 (Angleterre)	5 984,33	-35,18	-0,58
Hang Seng (Hong Kong)	23 686,63	-99,67	-0,42
Mexico Bolsa (Mexique)	38 600,86	11,19	0,03
FTSE MIB (Italie)	20 542,06	-95,33	-0,46
NIKKEI 225 (Japon)	10 541,04	11,28	0,11
S&P/ASX 200 (Australie)	4 705,00	-20,00	-0,42
Shanghai (Chine)	2 838,80	14,60	0,52
Swiss Market (Suisse)	6 497,64	-35,20	-0,54

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 13 272,30
VAR. 1J -0,30 %
52 SEM. HAUT 13 529,98
1 SEM. -1,27 %
BAS 10 990,41

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
CANADIAN NAT.RES (CNO)	14 144 035	40,60	-0,47
HORIZONS BETA/A (HNU)	9 149 829	6,69	5,75
BOMBARDIER (BBD.B)	8 917 911	5,26	-2,77
MEDORO RES. (MRS)	7 210 865	2,30	-0,43
ISHARES S&P/TSX (XIU)	6 812 151	19,06	-0,37
HORIZONS BETAPRO (HND)	6 592 296	8,14	-0,97
VITERRA (VT)	6 083 956	10,33	7,83
BANKERS PET. (BNK)	6 056 045	8,20	2,16
HORIZONS BETAPRO (HOU)	5 009 857	7,28	0,74
MANULIFE FINAN. (MFC)	4 863 178	17,63	-0,28
KINROSS GOLD (K)	4 650 853	17,35	-0,34
URANIUM ONE (UUU)	4 645 679	4,53	-0,88
SUNCOR ENERGY (SU)	4 290 995	36,98	-0,43
DENISON MINES (DML)	4 205 254	2,95	-3,28
WESTERN COAL (WTV)	4 190 450	12,55	-0,08
SEMAFO (SMF)	4 028 890	10,53	4,78

TITRES GAGNANT

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
TEARLAB (TLB)	33 248	2,66	20,36
WALL FINANCIAL (WFC)	3 006	15,50	14,31
WINSTAR RESOURCES (WIX)	188 659	5,74	9,13
HOMBURG INV./A (HIL.A)	26 276	4,47	9,02
OPMEDIC GROUP (OMG)	111 300	2,75	8,70

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
WALL FINANCIAL (WFC)	3 006	15,50	1,94
BONTERRA ENER. (BNE)	18 942	53,42	1,81
FORTRESS PAPER (FTP)	93 823	48,12	1,37
SXC HEALTH SOL. (SXC)	87 818	44,27	1,28
PALADIN LABS (PLB)	16 448	34,49	1,14

TITRES PERDANT

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
WHITE TIGER (WTG)	395 054	5,17	-24,75
CONSOL. HCI/B (CXA.B)	6 000	2,19	-8,75
UR-ENERGY (URE)	494 541	2,58	-8,51
INSCAPE/B (INO)	1 000	3,20	-8,31
SILVER BUL. (SBT.U)	49 307	18,32	-7,10

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
POTASH CORP (POT)	672 894	165,82	-2,88
FAIRFAX FINAN. (FFH)	14 911	405,69	-2,46
CANADIAN NAT.RES (CNO)	14 144 035	40,60	-2,35
DOMTAR CANADA (UFK)	1 420	77,99	-1,80
WHITE TIGER (WTG)	395 054	5,17	-1,70

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 2 225,39
VAR. 1J 0,37 %
52 SEM. HAUT 2 312,27
1 SEM. -2,73 %
BAS 1 342,87

PLUS ACTIFS

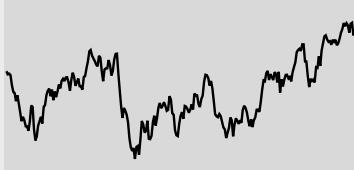
	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
NORTHERN STAR (NSM)	14 565 111	0,05	42,86
BROOKEMONT CAP. (BKT)	8 083 300	0,36	20,34
ENCORE RENAISS. (EZ)	6 711 237	0,08	7,14
POYNT (PYN)	5 313 233	0,09	-10,53
FORTERRA ENVIR. (FTE)	5 034 467	0,02	100,00
ALANGE ENERGY (ALE)	4 954 346	0,50	-3,85
PETROAMERICA (PTA)	4 294 295	0,68	-2,86
GRAND POWER (GPW)	4 262 900	0,26	8,51
SHAMARAN PETR. (SNM)	4 104 787	1,39	6,92
GREAT WESTERN (GWG)	4 009 150	0,58	3,57

CONSULTEZ les cotes
boursières en tout temps
sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate,
contrat à terme

> 12 mois



88,03 \$US

Variation 1 JOUR -0,35 \$US

Variation 1 SEM. -3,67 %

Variation 1 AN +6,50 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	20,90	-0,08	-0,38	15,15
S&P/TSX 60 (XIU)	19,06	-0,07	-0,37	8,73
S&P/TSX fin. (XFN)	23,05	0,08	0,35	5,40
S&P/TSX éner. (XEG)	19,69	-0,21	-1,06	3,14
S&P/TSX or (XGO)	24,22	-0,08	-0,33	11,51
Oblig. c. terme (XS8)	28,86	0,04	0,14	-0,93
Oblig. l. terme (X8B)	29,68	0,08	0,27	1,75
S&P 500 (XSP)	14,53	-0,04	-0,27	10,24

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
SANTÉ	571,80 pts		0,38		17,21			
Valeant Pharma (VRX)	35,39	-0,06	-0,17	9 605	25,14	36,71	13,79	0,00
▲ SXC Health (SXC)	44,27	1,28	2,98	878	3,92	46,06	23,22	0,00
TECHNOLOGIES	239,19 pts		-0,20		3,87			
Research in Motion (RIM)	61,20	0,00	0,00	17 663	5,39	78,78	44,94	0,00
▼ Open Text (OTC)	46,55	-0,68	-1,44	1 995	1,79	51,92	37,32	0,00
CGI (GIB.A)	17,21	0,07	0,41	3 930	0,06	17,75	13,86	0,00
CONSOMMATION AUTRE	1 118,14 pts		0,00		2,12			
▲ Magna (MG)	59,02	1,07	1,85	6 717	13,70	60,09	29,11	0,74
Transat (TRZ.B)	19,90	0,16	0,81	625	5,85	24,90	9,75	0,00
▲ Cogeco Câble (CCA)	42,40	0,58	1,39	346	3,36	43,98	32,38	0,68
Tim Hortons (THI)	42,14	0,20	0,48	3 285	2,53	42,65	30,26	0,52
Groupe Aeroplan (AER)	13,95	0,09	0,65	2 230	2,05	14,00	8,61	0,50
▼ Quebecor (QBR.B)	37,85	-0,42	-1,10	833	0,61	39,62	27,21	0,20
Thomson Reuters (TRI)	37,31	-0,15	-0,40	3 960	0,19	40,33	33,45	1,19
Yellow Média (YLO)	6,15	-0,01	-0,16	10 891	-0,81	6,98	5,06	0,65
Dorel (DIL.B)	34,16	-0,17	-0,50	161	-0,99	39,35	28,20	0,62
Gildan (GIL)	27,99	-0,22	-0,78	2 676	-1,27	33,26	22,57	0,30
Astral Media (ACM.A)	41,44	-0,34	-0,81	831	-1,33	42,80	33,50	0,75
Canadian Tire (CTC.A)	67,06	-0,33	-0,49	1 453	-1,66	68,93	50,86	1,10
▼ Rona (RON)	13,84	-0,14	-1,00	1 093	-1,98	17,73	12,65	0,14
▼ Reitmans (RET.A)	18,20	-0,20	-1,09	923	-2,47	20,00	15,61	0,80
▼ Shaw (SJR.B)	20,50	-0,45	-2,15	14 501	-3,98	23,50	18,37	0,88
INDUSTRIELLES	1 314,57 pts		0,39		1,36			
▲ Transforce (TFI)	13,31	0,18	1,37	905	5,97	13,31	7,64	0,40
▼ Bombardier (BBD.B)	5,26	-0,15	-2,77	89 179	4,99	6,24	4,25	0,10
Chorus Aviation (CHR.B)	5,43	0,03	0,56	2 044	4,42	5,89	3,58	0,60
Finning (FTT)	27,95	0,06	0,22	3 870	3,17	27,95	16,31	0,48
CAE (CAE)	11,83	0,08	0,68	4 338	2,78	11,87	8,51	0,16
Transcontinental (TCL.A)	16,41	0,16	0,98	659	2,56	16,81	11,44	0,44
▲ Canadien Pacifique (CP)	65,24	0,96	1,49	3 941	0,96	67,50	49,58	1,08
▲ Canadien National (CNR)	66,98	0,68	1,03	8 448	0,95	69,16	52,76	1,08
SNC-Lavalin (SNC)	58,95	0,06	0,10	974	-1,37	60,00	41,59	0,68
IESI-BFC (BIN)	23,85	-0,16	-0,67	786	-1,41	25,38	16,87	0,50
CONSOMMATION COURANTE	1 693,19 pts		0,87		1,13			
▲ Viterra (VT)	10,33	0,75	7,83	60 830	11,31	10,80	6,96	0,10
Saputo (SAP)	40,59	0,39	0,97	2 796	2,55	40,59	27,03	0,64
▲ Couche-Tard (ATD.B)	27,63	0,54	1,99	4 921	2,11	27,63	17,25	0,20
Shoppers Drug Mart (SC)	39,97	0,02	0,05	4 971	1,11	45,25	32,57	0,90
Metro (MRU.A)	45,11	-0,29	-0,64	2 506	-0,20	47,47	38,08	0,68
Jean Coutu (PJC.A)	9,57	-0,09	-0,93	4 128	-0,62	10,24	7,88	0,22
Weston (George) (WN)	83,00	-0,25	-0,30	14 641	-1,43	85,90	66,62	1,44
Empire (EMP.A)	54,70	0,16	0,29	448	-2,01	59,99	46,15	0,80
Loblaw (L)	38,65	-0,30	-0,77	9 920	-4,26	44,98	33,28	0,84
TÉLÉCOMS	849,07 pts		-0,08		0,62			
Bell Aliant (BA)	26,97	0,17	0,63	3 450	3,77	28,30	24,74	2,90
BCE (BCE)	35,59	-0,10	-0,28	7 322	0,71	36,25	27,31	1,97
Telus (T)	45,80	0,22	0,48	2 687	0,70	48,00	32,03	2,10
Rogers (RCL.B)	34,56	-0,12	-0,35	29 874	-0,12	41,64	30,64	1,28
SERVICES PUBLICS	1 925,67 pts		0,72		0,50			
Atco (ACO.X)	36,43	0,55	0,92	430	2,35	61,00	44,35	1,06
Brookfield Renew. (BRCU)	21,09	0,06	0,29	1 410	2,23	22,41	18,76	1,30
▲ Emera (EMA)	31,96	0,46	1,46	2 098	1,95	32,78	22,98	1,30
TransAlta (TA)	21,23	0,13	0,62	4 575	0,38	24,00	19,55	1,16
Fortis (FTS)	33,85	0,25	0,74	3 294	-0,38	34,54	21,60	1,16
Canadian Utilities (CU)	53,50	0,25	0,47	835	-1,65	55,62	41,69	1,51
FINANCE	1 663,23 pts		0,26		-0,19			
Financière Manuvie (MFC)	17,63	-0,05	-0,28	48 632	2,80	20,99	11,27	0,52
Banque Laurentienne (LB)	49,30	0,33	0,67	443	2,58	49,97	37,76	1,56
Sun Life (SLF)	30,60	0,07	0,23	6 699	1,63	33,46	23,58	1,44
Banque de Montréal (BMO)	58,23	0,03	0,05	20 808	1,30	65,71	51,11	2,80
Cominar (CUF.U)	21,00	0,16	0,77	823	0,82	22,50	17,53	1,44
Financière Power (PWF)	30,88	0,15	0,49	2 946	0,49	34,23	27,00	1,40
Power Corporation (POW)	27,74	0,08	0,29	3 217	0,25	31,50	24,98	1,16
Banque Nationale (NA)	68,61	0,24	0,35	3 283	0,73	71,77	54,40	2,64
Intact Financial (IFC)	50,84	0,10	0,20	1 894	-0,04	51,73	36,46	1,36
Banque Royale (RY)	52,02	0,41	0,79	30 684	-0,57	62,89	48,85	2,00
Fairfax (FFH)	405,69	-2,46	-0,60	149	-0,81	425,25	356,25	10,02
▲ Ind. Alliance (IAG)	66,33	0,60	1,67	1 731	-1,03	37,40	29,69	0,98
Banque CIBC (CM)	77,24	0,02	0,03	6 351	-1,39	81,37	62,60	3,48
Banque Scotia (BNS)	56,25	0,38	0,68	21 725	-1,49	57,71	44,12	1,96

LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	7,74	-1,90	38,77
Cacao (\$US/livre)	1,29	0,71	-13,87
Café (\$US/livre)	2,31	-0,99	62,58
Mais (\$US/boisseau)	5,95	-1,16	42,51
Soya (\$US/boisseau)	13,58	-0,86	33,41
Sucre (\$US/livre)	0,32	4,27	12,61

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	2,43	-0,65	13,69
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	4,66	-0,38	-23,92
Mazout (\$US/gallon)	2,50	-0,52	14,40

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTALX

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	1,13	0,91	8,04
Argent (\$US/once)	28,66	-1,54	56,34
Cuivre (\$US/livre)	4,26	-2,00	23,77
Étain (\$US/livre)	11,95	-1,13	49,04
Nickel (\$US/livre)	11,04	-2,13	29,84
Palladium (\$US/once)	751,30	-1,52	76,96
Platine (\$US/once)	1735,10	0,14	11,73
Plomb (\$US/once)	1,21	-1,59	2,66
Zinc (\$US/livre)	1,09	-1,88	-8,90

Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	9,00	02-03-15	101,13	0,82 -0,02
Canada	6,00	02-06-15	101,88	1,10 -0,01
Canada	10,25	16-03-18	125,09	2,03 0,15
Canada	9,75	02-06-25	157,54	3,19 0,46
Canada	8,00	02-06-27	146,41	3,38 0,50
Canada	8,00	02-06-31	155,35	3,52 0,46
Canada	5,75	02-06-33	129,14	3,57 0,44
LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	16-08-24	155,92	3,94 0,36
Manitoba	7,75	23-12-29	138,88	4,21 0,33
New Brunswick	6,00	28-12-21	115,94	3,40 0,30
Newfoundland	6,15	18-04-32	122,20	4,31 0,33
Nova Scotia	6,60	02-06-31	126,44	4,32 0,33
Ontario	6,25	26-08-32	122,65	4,38 0,34
Ontario Hydro	7,45	01-04-17	113,11	1,41 0,15
Ontario Hydro	8,50	27-05-29	144,99	4,27 0,32
Ontario Hydro	8,25	23-06-30	143,95	4,32 0,34
P E I	8,50	28-10-19	125,04	2,86 0,22
Québec	6,00	02-10-33	120,07	4,41 0,35
LES CORPORATIONS				
Bell Canada	7,00	25-09-31	109,93	6,04 0,33
Bombardier	7,35	23-12-30	102,00	7,13 0,00
Cons Gas	6,10	20-05-32	113,29	4,94 1,00
Gtaa	6,45	04-12-31	115,79	5,04 0,37
Investors Gr	6,65	14-12-31	106,88	5,99 0,33
Wtcoast Ene	6,75	16-12-31	116,43	5,27 0,37

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,75
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,75
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,75
Bons du Trésor (3 mois)	0,97	0,00	0,78
Obligations (2 ans)	1,72	0,01	0,34
Obligations (10 ans)	3,19	0,03	-0,45
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,13	0,02	0,09
Obligations (2 ans)	0,59	0,00	-0,43
Obligations (10 ans)	3,32	0,03	-0,50

OR

New York

1368,90\$US

Variation 1 JOUR -2,80\$US

Variation 1 SEM. -3,69%

Variation 1 AN +20,75%

DOLLAR CANADIEN

EN CENTS US > 12 mois

100,83¢US

VARIATION +0,52¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US 99,18¢

EN EURO > 12 mois

0,7805€

VARIATION +0,0089€

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro 1,2812\$

LES DEVISES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut	6,86 rands	Japon	1 \$ vaut	83,70 yens
Australie	1 \$ vaut	1,01 dollar	Liban	1 \$ vaut	148 695,65 livres
Brésil	1 \$ vaut	1,70 real	Mexique	1 \$ vaut	12,33 pesos
Chine	1 \$ vaut	6,68 renminbis	Norvège	1 \$ vaut	6,03 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,65 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,32 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,83 dollars	Russie	1 \$ vaut	30,96 roubles
Inde	1 \$ vaut	45,66 roupies	Suède	1 \$ vaut	6,99 couronnes
Israël	1 \$ vaut	3,61 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut	0,97 franc

Pro Doc fortifie les profits de Jean Coutu

ANDRÉ DUBUC

L'ami Jean Coutu a dévoilé des profits de 48 millions de dollars au troisième trimestre, terminé le 27 novembre, en croissance de 7,6 %, ou 3,4 millions, par rapport à la même période il y a un an. Le bénéfice par action s'élève à 21 cents par action comparativement 19 cents par action au troisième trimestre de 2010.

Cette performance est légèrement supérieure aux attentes des analystes, qui péchaient par excès de pessimisme. Il faut dire que le troisième trimestre de l'année précédente avait été bien bon pour les pharmaciens. La crainte du virus A (H1N1) avait poussé les consommateurs dans leurs bras.

Après neuf mois, les profits de Jean Coutu sont de 215,5 millions, ou 57 cents par action. L'an passé, ils étaient de 197,6 millions, ou 51 cents par action.

La marge bénéficiaire brute est passé de 10 % à 11,3 % en un an, une augmentation «principalement attribuable à la marge bénéficiaire additionnelle générée par les opérations de Pro Doc», écrit Jean Coutu dans son rapport de gestion.

Acquise par la chaîne de pharmacies en décembre 2007



PHOTO SHAUN BEST, ARCHIVES REUTERS

Au chapitre de la croissance des activités, Jean Coutu s'est montré particulièrement actif au troisième trimestre pendant lequel 16 établissements ont ouvert leurs portes.

en prévision de l'expiration prochaine de brevets protégeant certains des meilleurs vendeurs parmi les médicaments d'origine comme le Lipitor, sa filiale Pro Doc, fabricant de médicaments génériques, a augmenté ses ventes de 56,7 % en un an. Elles sont passées de 26,8 millions, au troisième trimestre de 2010, à 42 millions, un an plus tard.

Au dernier trimestre, la vente de médicaments génériques a représenté 55 % des ordonnances du réseau de 389 établissements franchisés.

Ce pourcentage n'était que de 51,3 % à la même période un an plus tôt. La vente du Lipitor générique a commencé en juillet 2010.

La popularité des médicaments génériques a un impact déflationniste sur les ventes au détail du groupe, qui ont fait du surplace (croissance de 0,1 % en un an).

Toutefois, l'apport de Pro Doc à la marge bénéficiaire de Jean Coutu s'affaiblira à partir du prochain trimestre. La première baisse du prix des médicaments génériques est entrée

en vigueur le 17 décembre dernier. Les rabais aux grossistes de 5 % consentis par les fabricants de génériques ont été abolis. Des frais d'administration d'un maximum de 6 % ont été ajoutés au prix des médicaments par les grossistes.

Selon un avis publié par le Conseil du médicament du Québec, le prix du produit générique pourra atteindre 37,5 % du produit d'origine jusqu'au 1^{er} avril 2011. Après, son prix ne dépassera plus 30 % du prix du médicament innovateur. Au-delà d'avril 2012, son prix ne pourra être supérieur au prix de vente consenti ailleurs au Canada par les autres programmes provinciaux d'assurance de médicaments.

Finalement, d'après un projet de règlement paru dans la *Gazette officielle du Québec*, le 22 décembre, les allocations professionnelles des pharmaciens passeront progressivement de 20 % à 16,5 %, en avril 2011, puis à 15 %, au 1^{er} avril 2012.

Au net, «les résultats de Jean Coutu seront affectés par cette mesure, mais nous estimons que l'impact sera compensé à court terme par la croissance normale des opérations», écrit la direction dans son rapport de gestion.

30 millions pour huit indépendants

À ce chapitre, le pharmacien bien connu s'est montré particulièrement actif au troisième trimestre pendant lequel 16 établissements ont ouvert leurs portes: cinq transferts, trois nouveaux établissements et huit acquisitions en trois mois. Habituellement, le pharmacien réussit 12 acquisitions en moyenne par année.

D'ailleurs, Jim Durran, analyste de la Financière Banque Nationale, souligne que les sommes investies en «incitatifs» aux nouveaux franchisés ont explosé. Ainsi, 29,8 millions ont été consacrés à ce poste au troisième trimestre de 2011. Ça représente une moyenne de 3,75 millions par acquisition. L'an dernier, pour la même période, c'était une somme de 5,4 millions qui avait été investie en mesures incitatives.

M. Durran appose une cote de «performance de secteur» à Jean Coutu, avec un prix cible de 10\$ d'ici un an. Keith Howlett, de Valeurs mobilières Desjardins, maintient sa recommandation «achat – risque supérieur à la moyenne» avec un prix cible de 11\$.

Jean Coutu a terminé la journée à 9,57\$ hier à Toronto, en baisse de 0,9 %.

Les ressources font reculer Toronto

LA PRESSE CANADIENNE ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE BOURSIÈRE

TORONTO — La Bourse de Toronto a clôturé la séance d'hier en baisse, les cours des matières premières continuant à se déprécier pendant que le dollar américain prenait du mieux.

L'indice composé S & P / TSX a retraité de 39,37 points pour terminer la journée avec 13 272,3 points, après que le département américain du Travail eut dévoilé que l'économie américaine avait créé 103 000 emplois le mois dernier, soit bien moins que les 180 000 attendus.

Malgré la hausse du billet vert vis-à-vis de plusieurs autres devises, le dollar canadien a réussi à dégager un gain et s'est apprécié de 0,52 cent US à 100,83 cents US.

Le cours du pétrole brut a cédé 35 cents US à 88,03\$US le baril à la Bourse des matières premières de New York.

La Bourse de New York, toujours plus confiante en l'économie américaine malgré des chiffres de l'emploi décevants, se tourne vers les entreprises la semaine prochaine avec les premiers résultats du quatrième trimestre.

Sur la semaine écoulée, l'indice des 30 valeurs-vedettes de Wall Street, le Dow Jones, a aligné une sixième semaine de hausse consécutive, et a

gagné 0,84 %, terminant vendredi à 11 674,76 points.

Le NASDAQ, à dominante technologique, a progressé pour sa part de 1,90 % à 2703,17 points et l'indice élargi Standard & Poor's 500 de 1,10 % à 1271,50 points.

Le Dow Jones, qui avait pris 11 % en 2010 et plus de 5 % sur le seul mois de décembre, a grimpé dans la semaine à des niveaux plus vus depuis août 2008. Le S & P 500 a évolué à ses plus hauts niveaux depuis début septembre 2008.

«C'est en partie l'optimisme du mois de décembre qui se prolonge», estime Gina Martin, de Wells Fargo Securities. «À court terme, je suis un peu inquiète qu'on soit allés trop loin, trop vite. Mais à plus long terme, les conditions sont toujours

réunies pour que le marché se renforce: la Réserve fédérale le soutient et l'économie va continuer d'avancer».

Emploi

Les statistiques mensuelles de l'emploi, qui devaient constituer le point culminant de la semaine, ont pourtant déçu, entraînant un très léger repli des indices boursiers hier.

Elles ont montré que l'économie américaine avait créé 103 000 emplois en décembre, bien moins qu'anticipé par le marché. Et si le taux de chômage a baissé bien plus que prévu, à 9,4 %, les analystes ont relativisé ce mouvement, estimant qu'il s'expliquait surtout par le découragement de nombreux demandeurs d'emploi.

Nouvelle saison de résultats financiers

RICHARD DUFOUR
LES MARCHÉS

Maintenant que les données sur l'emploi sont hors du chemin, les investisseurs vont pouvoir se concentrer sur une nouvelle saison de résultats financiers.

Alcoa sera le premier membre du Dow Jones à publier ses chiffres trimestriels en fin de journée lundi.

Plusieurs autres grandes entreprises, dont Intel, JP Morgan et les canadiennes Astral Média, Corus, Shaw Communications, Cogeco, Exfo et Velan, suivront d'ici vendredi prochain.

«Les résultats pourraient encore une fois surpasser les attentes parce que, si les dirigeants avaient eu des doutes, ils auraient prévenu le marché.

Étant donné que le pessimisme est faible à ce niveau, il faut s'attendre à de belles surprises au cours de cette saison des résultats. Ça devrait donner un autre souffle aux indices boursiers», commente Alex Bellefleur, chez Brookhouse Cooper.

Le titre d'Alcoa s'est par exemple apprécié de 6 % cette semaine et de 15 % depuis un mois en anticipation des résultats qui seront présentés lundi.

Le véritable déluge de résultats ne viendra toutefois que plus tard à la fin du mois de janvier.

Au cours de la semaine qui vient, une partie de l'activité sur les marchés sera liée à des statistiques économiques. Les plus importantes à surveiller sont probablement les données sur l'inflation à venir jeudi et vendredi aux États-Unis et le

rapport sur les ventes au détail de décembre qui sera présenté vendredi.

Les économistes ont porté une attention particulière au comportement du consommateur pendant la période des Fêtes et le mois de décembre est un gros mois pour les dépenses.

Il faudra aussi porter une certaine attention au sondage mensuel de la National Federation of Independent Business mardi matin. Ce sondage peut aider à mesurer la création d'emplois par les PME américaines. Mercredi, la Réserve fédérale américaine (Fed) publiera son livre beige qui offrira un regard sur les conditions économiques dans différentes régions des États-Unis.

Jeudi, il y aura la mise à jour hebdomadaire du marché américain de l'emploi, alors

Kocherlakota sont prévus mardi. Celui de Richard Fisher viendra mercredi.

Peu de statistiques économiques sont au menu au Canada. Il y aura notamment en début de semaine des chiffres sur les permis de bâtir et les mises en chantier. La Banque du Canada publiera lundi les résultats de son enquête sur les perspectives des entreprises et les résultats de son enquête auprès des responsables du crédit pour le quatrième trimestre de 2010.

En Bourse, les indices américains viennent d'enregistrer leur sixième semaine consécutive de gains, alors que le TSX n'a pas encore clôturé une seule séance à la hausse cette année. Une pression s'est fait sentir sur le prix des ressources pendant la semaine.

Réagissez, intervenez et commentez l'actualité financière sur le Blogue de la Bourse à l'adresse www.lapresseaffaires.com/dufour

LA PRESSE AFFAIRES

ESPIONNAGE INDUSTRIEL CHEZ RENAULT

La piste de la Chine étudiée

DJALLAL MALTI
AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — L'ombre de la Chine plane sur l'affaire d'espionnage qui frappe Renault et mobilise l'État, alors qu'un des cadres licenciés par le constructeur automobile est sorti hier de l'anonymat pour récuser les soupçons de divulgation des secrets industriels du groupe.

Renault a licencié lundi trois cadres dirigeants dans cette affaire, qui touche au coeur stratégique du groupe de Carlos Ghosn et a amené le gouvernement à parler de «guerre économique». L'État français détient encore 15 % de Renault.

Selon le quotidien *Le Figaro*, la «piste chinoise» est privilégiée par les services secrets et par Renault.

Le contre-espionnage planche déjà sur l'affaire, selon des sources proches du dossier, dont l'une a affirmé que «la sous-direction de la protection économique de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) est sur le coup».

La DCRI n'est officiellement «pas saisie judiciairement à ce jour», mais peut l'être «à tout moment», a indiqué hier un de ses responsables.

«Il faut pour que la DCRI soit saisie qu'il y ait une plainte. Si Renault porte plainte, le ministère de l'Intérieur, la DCRI et un juge seront saisis», a déclaré hier soir le ministre de l'Industrie, Eric Besson.

M. Besson avait été le premier officiel à parler la veille d'«espionnage industriel» et de «guerre économique», soulignant avoir demandé aux services de Bercy de renforcer les obligations en matière de sécurisation du secret industriel pour les entreprises bénéficiant d'argent public.

Par l'intermédiaire de son

avocat, un des cadres soupçonnés par Renault, Mathieu Tenenbaum, directeur adjoint du programme des voitures électriques du constructeur, s'est dit hier «abasourdi par les accusations d'espionnage».

M. Tenenbaum a été expulsé lundi de ses locaux professionnels «en quelques minutes, sans aucune justification qu'un laconique et énigmatique "on sait ce que vous avez fait, vous feriez bien d'avouer"», a déclaré son défenseur, M^e Thibault de Montbrial, dans un communiqué.

L'avocat a dénoncé «ce décalage entre le mutisme de sa hiérarchie lundi et la véritable prédéclaration de culpabilité de la communication publique de Renault depuis quatre jours».

Renault, qui entend porter plainte, parle de «faits très graves» et justifie le licenciement de ses trois cadres par la nécessité «de protéger, sans attendre, les actifs stratégiques, intellectuels et technologiques de l'entreprise».

La voiture électrique est le programme phare de Renault, dans lequel le constructeur a déjà investi 4 milliards d'euros avec son allié japonais Nissan.

L'enjeu est énorme pour le tandem, qui vise le leadership mondial sur ce marché. Renault a déjà déposé 56 brevets sur le véhicule électrique, et en a une centaine en cours de finalisation.

Selon des sources proches du dossier, un des deux autres cadres licenciés fait partie du comité de direction de Renault.

Les faits précis reprochés aux trois hommes restent obscurs, tout comme les destinataires des informations qu'ils sont soupçonnés d'avoir diffusées.

Selon le député UMP Bernard Carayon, spécialiste des questions d'intelligence

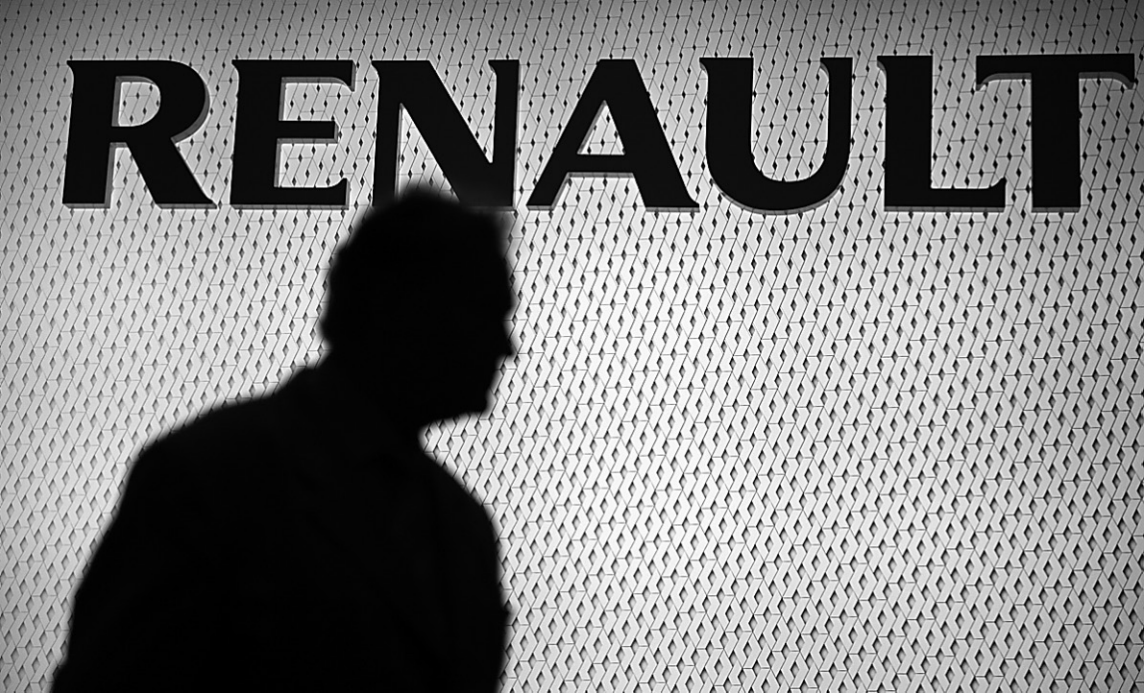


PHOTO SASCHA SCHUERMAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

La voiture électrique est le programme phare de Renault, dans lequel le constructeur a déjà investi 4 milliards d'euros avec son allié japonais Nissan. L'enjeu est énorme pour le tandem, qui vise le leadership mondial sur ce marché.

économique, la piste chinoise évoquée est bien celle privilégiée. «Les soupçons se portent effectivement dans cette direction», a-t-il déclaré hier.

Roger Faligot, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de l'espionnage chinois, confirme que les Chinois s'intéressent particulièrement au secteur de l'automobile.

«L'automobile électrique est un enjeu important pour les industries automobiles chinoises», a-t-il expliqué à l'AFP, en soulignant que les entreprises du secteur «travaillent en étroite relation» avec le Guoanbu (Sûreté d'État, services de renseignements).

«Les grandes entreprises chinoises ont de gros budgets recherche et développement (RD), dont une partie est utilisée pour faire du renseignement avec d'importants budgets pour acheter les gens», a-t-il ajouté.

PLUS DE DÉTAILS

Les trois cadres licenciés par Renault et soupçonnés d'avoir divulgué des secrets industriels auraient touché de l'argent sur des comptes bancaires à l'étranger contre des secrets fournis à des Chinois sur les batteries de véhicules électriques, affirmait hier LePoint.fr. Interrogé sur ces affirmations, Renault s'est refusé à tout commentaire. Selon le site internet de l'hebdomadaire, «c'est un sous-traitant automobile français qui aurait servi d'intermédiaire entre eux et des interlocuteurs chinois». «Les trois salariés mis à pied par Renault auraient été rémunérés au moyen de comptes bancaires à l'étranger. C'est une société privée, engagée par le géant de l'automobile, qui a

remonté la piste des fuites», écrit le site. «S'il est apparu nettement, dès la révélation de l'affaire, que les informations transmises par les trois salariés concernaient le secteur stratégique du véhicule électrique, on sait aussi désormais avec certitude qu'elles touchaient précisément aux plans de fabrication des batteries», affirme LePoint.fr. Selon ce site, les brevets transmis étaient «dans des cartons, en attente d'être déposés». Le constructeur ne serait donc pas protégé contre une réappropriation pure et simple de ses technologies mises au point au prix de milliards d'euros d'investissement, souligne LePoint.fr.

– Agence France-Presse

Les tablettes emportent la mise à Las Vegas

CHRIS LEFKOW
AGENCE FRANCE-PRESSE

LAS VEGAS — Sus à l'iPad: les fabricants d'informatique semblent s'être donné le mot, tous se livrant une concurrence sans merci pour présenter des tablettes capables de rivaliser avec l'appareil d'Apple qui a bouleversé le monde de la haute technologie en 2010.

Au salon de l'électronique grand public CES de Las Vegas, des dizaines des sociétés, des plus grands noms du secteur à de modestes inconnus, exposent des écrans tactiles, espérant se tailler un morceau du marché qu'a fait naître Apple depuis neuf mois.

Shawn Dubravac, économiste de l'association organisatrice du salon, a estimé qu'une centaine d'appareils pourraient être présentés cette semaine – même s'il y a fort à parier que de nombreux prototypes ne tomberont jamais entre les mains de consommateurs.

Un an après un CES marqué par un foisonnement de liseuses

électroniques, qui avaient un espace réservé, ce sont les tablettes qui tiennent le haut du pavé, avec des ventes qui devraient dépasser celles des appareils purement consacrés à la lecture: 30 millions pour les appareils multimédias qui permettent de surfer le web et de consommer des vidéos, comparativement à

Au salon de l'électronique grand public CES de Las Vegas, des dizaines des sociétés, des plus grands noms du secteur à de modestes inconnus, exposent des écrans tactiles, espérant se tailler un morceau du marché qu'a fait naître Apple depuis neuf mois.

quelque 19 millions de liseuses dans le monde, selon M. Dubravac.

Pourtant, Amazon, pionnier des liseuses avec son Kindle, ne désarme pas: le mois dernier le distributeur en ligne a annoncé que la dernière version de cet appareil, outil de choix des «passionnés de lecture», était son best-seller absolu, encore

mieux vendu que le septième et dernier tome de la saga Harry Potter.

Cette année, ce n'est pourtant plus le Kindle, mais l'iPad que la concurrence vise, avec des écrans tactiles qui peinent à se distinguer par l'aspect, étant pratiquement tous dépourvus de tout bouton, certains étant

cependant moitié plus petits que la tablette d'Apple.

Beaucoup aussi ont choisi d'intégrer des caméras recto-verso, et des ports USB, deux fonctions absentes de l'objet de référence. Sous le capot, un très grand nombre fonctionnent avec le système Android de Google, dans des versions plus ou moins perfectionnées, le sys-

tème Windows de Microsoft ne semblant pas avoir convaincu les fabricants.

Le Xoom en vedette

L'une des tablettes les plus remarquées jusqu'à présent a été le Xoom (prononcer «zoom») de Motorola Mobility, un groupe qui est l'un des principaux partenaires d'Android avec ses téléphones, et qui inaugurera la version d'Android pour tablette, baptisée Honeycomb.

En attendant cet appareil qui, à en croire le patron de Motorola Mobility Sanjay Jha, sera «le plus concurrentiel du marché», c'est Samsung avec son Galaxy Tab, qui a fait figure de principal concurrent pour Apple. Il s'en est déjà vendu 1,5 million d'unités en trois mois, selon le groupe sud-coréen.

Le japonais Toshiba, pour sa part, espère se distinguer avec un appareil qui ne sera pas aussi «limité» que celui d'Apple, en adoptant par exemple le système vidéo Flash snobé par le groupe californien, également retenu par Motorola et d'autres.

Certains fabricants vantent aussi le réseau de leur opérateur partenaire: le Xoom et la tablette Streak 7 de Dell seront connectés sur des réseaux haut débit en 4G, censé être bien plus performant que le réseau 3G d'AT&T, qui a aux États-Unis l'exclusivité sur les appareils d'Apple.

Enfin, certains proposent des appareils hybrides, comme Lenovo avec sa tablette qui peut faire fonction d'écran amovible sur un ordinateur portable classique, ou Asus avec sa tablette dont le clavier coulissant peut la transformer en portable.

Et puis, il y a le petit français Qook (prononcer «cook»), qui se distingue avec son appareil spécialisé: «C'est le livre de cuisine du XXI^e siècle», explique son inventeur, Jean-Yves Hepp. L'appareil, capable de résister à toutes les éclaboussures possibles de beurre, de miel ou de lait, accompagne les cuisiniers avec des recettes et cours de cuisine qu'ils ont à côté d'eux pendant qu'ils manient le fouet ou la cuiller en bois.

Après les téléphones, Google s'impose sur les tablettes

CHARLOTTE RAAB
AGENCE FRANCE-PRESSE

LAS VEGAS — En pleine expansion dans les téléphones, le système Android de Google est en train de s'imposer comme le moteur de choix de dizaines de tablettes espérant contrebalancer la domination d'Apple, et pourrait réorienter l'identité du groupe californien.

Le système Honeycomb (nid d'abeille), dit aussi Android 3.0., est en vedette au salon de l'électronique grand public CES à Las Vegas. Il équipera la très attendue tablette Xoom (prononcé «zoom») de Motorola Mobility, ainsi qu'un prochain appareil de Samsung, et un autre de LG.

De très nombreux autres fabricants, Dell et Lenovo entre

autres, ont également retenu Android.

Ces annonces en cascade interviennent alors qu'Android vient de se hisser au deuxième rang des systèmes d'exploitation les plus utilisés dans les téléphones intelligents aux États-Unis, selon des chiffres publiés jeudi par le cabinet ComsCore, avec une part de marché de 26 % (+ 6,4 points en trois mois), se rapprochant des systèmes BlackBerry en perte de vitesse (33 %) et dépassant l'iPhone (25 %).

«Honeycomb est partout au CES», notait jeudi l'analyste financier Youssef Squali, chez Jefferies – alors même que, paradoxalement, Google n'expose pas.

«Le succès de Google dans

le portable est une victoire majeure pour un groupe qui avait été critiqué par beaucoup parce qu'on considérait qu'il

Au cabinet Forrester, l'analyste Sarah Rotman Epps a estimé que le succès d'Android, et en particulier de Honeycomb, qui confirme la crédibilité de Google auprès des fabricants, «représente une bien plus grande menace pour Microsoft que pour Apple».

n'avait qu'une corde à son arc», son moteur de recherche, notait M. Squali.

Au cabinet Forrester, l'analyste Sarah Rotman Epps a estimé que le succès d'Android, et en particulier de Honeycomb, qui confirme la crédibilité de Google auprès des fabricants, «représente une bien plus

grande menace pour Microsoft que pour Apple». «Sur les 24,1 millions de tablettes que nous pensons que les consom-

rares. Comb il de l'insulte, le chinois Lenovo marie Windows et Android dans son appareil le plus remarqué du salon, l'hybride IdeaPad U1: dans sa forme ordinateur portable, l'U1 fonctionne sous Windows 7. Mais lorsque l'écran est détaché pour devenir une simple tablette, baptisée «LePad», on bascule sur un système Android – comme si Lenovo jugeait décidément Windows inadapté aux tablettes.

Avec les applications Google qui commencent à apparaître dans Android, le moteur de recherche, la messagerie Gmail et les outils de production de documents, la popularité de ce système pourrait bien grignoter encore la part de marché de Microsoft dans ses activités les plus rentables.